

Tudorel POSTOLACHE

UN PROJET OUVERT

Discours sur l'intégration européenne

- Deuxième édition -

Couverture: Nicolae LOGIN



Bucarest, Roumanie

Editeur: Valeriu IOAN-FRANC

*Toute représentation, traduction, adaptation ou reproduction,
même partielle, par tous procédés, en tous pays, faite sans
autorisation préalable, est illicite et exposerait le contrevenant à
des poursuites judiciaires.*

ISBN 973-9282-48-2

Tudorel POSTOLACHE
de l'Académie Roumaine

UN PROJET OUVERT

Discours sur l'intégration européenne

- Deuxième édition -

Centre Roumain
pour l'Economie Comparative et Consensuelle

- 1999 -

Ce livre porte sur une expérience pratique menée dans un esprit de consensus au sein de la "Commission de Snagov" suite à l'accord des leaders de tous les partis parlementaires, de gouvernement et d'opposition sur une initiative du Président de la Roumanie.

Aux travaux de la Commission contribuèrent quatre catégories de participants:

- des experts désignés par chacun des 13 partis parlementaires (trois pour chaque parti);*
- des experts désignés par le gouvernement de la Roumanie - ministres d'Etat, ministres, institutions de synthèse économique (avant tout la Commission Nationale de Prognose, la Commission Nationale de Statistique, etc.);*
- des membres de l'Académie Roumaine, du Corpus universitaire, des différentes organisations nongouvernementales, des personnalités indépendantes, conformément au souhait librement exprimé par chacun d'entre eux (par exemple, aux travaux ont participé 82 membres de l'Académie Roumaine);*
- des lauréats - médaille d'or des concours olympiques internationaux et nationaux de mathématiques, de physique, de chimie, d'informatique, conformément au gré de chacun.*

Sommaire

On a besoin de consensus	7
I. Introduction.	9
II. Trois types de transition simultanés	10
III. Le point de départ	12
IV. La vocation de l'Académie Roumaine	16
V. Un projet ouvert	18
VI. L'économie, l'intérêt national et l'Union Européenne.....	21
Le problème stratégique essentiel de la Roumanie contemporaine	27
I. Introduction	30
II. Le consensus et "l'esprit de Snagov"	33
III. Une triple tendance de longue durée.....	37
IV. Réunir la transition vers l'économie de marché avec la transition vers l'économie à forte intensité de culture et d'information	40
V. Les valences du dialogue.....	43

VI. Le projet "multilinguisme - multilangage"	46
VII. Un projet ouvert. L'élaboration stratégique doit être poursuivie	48
VIII. L'importance de l'expérience et de l'assistance de l'Union Européenne et de ses Etats membres	50
Documents	53
Déclaration (adoptée à Snagov, le 21 Juin 1995)	54
Table de matières des travaux de la Commission	61
Contenu thématique de la stratégie nationale de préparation pour l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne	61
Contenu thématique des études préparatoires	62

On a besoin de consensus^{*}

<i>I. Introduction</i>	9
<i>II. Trois types de transition simultanés</i>	10
<i>III. Le point de départ</i>	12
<i>IV. La vocation de l'Académie Roumaine</i>	16
<i>V. Un projet ouvert</i>	18
<i>VI. L'économie, l'intérêt national et l'Union Européenne</i>	21

^{*} Discours prononcé lors de la réunion inaugurale de la Commission pour l'élaboration de la Stratégie nationale de préparation pour l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne, le 8 Mars 1995.

I

Introduction

Je présenterai dans l'introduction quelques **prémisses des travaux de la Commission**:

1. Le parfait accord des forces politiques du pays, de l'entière société, quant à l'intégration du pays dans l'Union Européenne a son caractère irréversible, quant au fait que l'avenir de la Roumanie, son indépendance, la prospérité du peuple roumain, sont indissolublement liés à ce processus.
2. La stratégie d'intégration de la Roumanie dans l'Union Européenne doit être minutieusement préparée, en égard, d'une part, à la stratégie de l'Union Européenne interprétée en sens large et de l'autre, à l'image que nous nous faisons de l'économie et de la société roumaine.
3. L'estimation des coûts impliqués par les mesures à adopter à court terme, ainsi qu'à moyen et long terme, en appelant à l'analyse comparée en temps et en espace, placée de règle sur un triple écran: **mondial, européen et zonal**, ayant spécialement en vue l'Union Européenne, d'une part, et les pays associés de l'Europe Centrale, de l'autre, présente une importance primordiale.

A ces trois prémisses je mettrais en filigran une réflexion de M.Pierre Werner, le père-fondateur de l'intégration monétaire européenne et l'architecte du miracle luxembourgeois, qui soulignait que: "... les situations les plus difficiles, même les plus désespérées, sont susceptibles de modifier radicalement leur cours sous la triple influence d'une volonté de redressement, du jeu des forces économiques et du facteur temps..."

II

Trois types de transition simultanés

*Je dirais que les travaux de notre Commission se déroulent et se dérouleront sous le signe de la nécessité impérieuse de prendre en considération **trois types de transitions simultanés**, mais aux temps historiques différents et aux significations différentes.*

***Tout d'abord**, il s'agit du fait que notre transition de l'économie de commande à l'économie de marché et de la dictature à l'Etat de droit est simultanée à une autre transition, encore plus vaste, des pays occidentaux eux-mêmes vers un autre type d'économie - celle à forte intensité de culture et d'information - et vers un autre type de société, la société de l'information.*

Pour nous, le problème fondamental du moment historique est non seulement de mettre en évidence la nature de cette simultanéité, mais aussi de déterminer la capacité de notre environnement intellectuel,

politique et social de créer les conditions pour l'harmonisation réelle de ces deux types de transition.

Deuxièmement, dans la dynamique de l'économie mondiale contemporaine il s'agit de la simultanéité de deux types de reprise: l'une due à la conjoncture et l'autre structurelle, de longue durée, probablement pour les deux décennies à venir.

Notre problème primordial - et j'ai en vue les travaux de la Commission - est de pouvoir faire les distinctions strictement nécessaires, ainsi que l'horizon de la conjoncture ne couvre pas celui structurel, au contraire, il faut prouver le discernement nécessaire parce qu'à très court terme, la reprise due à la conjoncture offre et offrira toujours et partout des conditions favorables et tentantes pour la reproduction à une échelle élargie de l'appareil de production existant.

Enfin, *une troisième simultanéité* concerne le fait que notre préparation, tout comme celle des autres pays associés, pour l'intégration à part entière dans l'Union Européenne est simultanée aux préparatifs faits par les pays communautaires eux-mêmes et l'Union Européenne dans son ensemble, afin de définir le nouveau profil de l'Europe de demain.

En vertu de ses intérêts les plus profonds, la Roumanie d'aujourd'hui négocie son intégration avec l'Union Européenne d'aujourd'hui, mais il est évident que dans l'Union Européenne de demain s'intégrera la Roumanie de demain.

Il faut donc, définir en même temps nos pas, tant pour la période 1995-1999, que pour la période 2000-2004, compte tenu que les buts pour ce deuxième

intervalle sont à préparer et à rendre définitifs d'ores et déjà, afin d'être inclus dans les stratégies de l'Union Européenne.

De ces trois lignes que je viens d'ébaucher, l'immensité de la tâche que l'on doit assumer est mise en évidence. Mais les efforts seront justifiés de tous les points de vue.

III

Le point de départ

*Je voudrais faire référence à la **sphère thématique des travaux de notre Commission**. Je voudrais souligner le fait qu'au cours des débats plusieurs interprétations concernant la tâche de l'élaboration de la stratégie de l'intégration de la Roumanie dans l'Union Européenne ont été mises en évidence et je vous en présenterai trois.*

*La **première** est une interprétation dans **un sens étroit**, c'est à dire l'élaboration d'un document conformément au calendrier et aux obligations qui nous incombent en tant que pays associé, en résultant de la stratégie établie par l'Union Européenne. C'est, et je dois le dire dès maintenant, **un minimum** qu'on devra réaliser quelle que soit la variante de travail qu'on adoptera.*

Essentiellement, il s'agit de l'assimilation de "l'acquis communautaire", des obligations qui en

dériveront et de la préparation des positions pour les réunions prévues par le "dialogue structuré" - dont la liste synthétique est incluse dans le Bulletin no.1 de la Commission, envoyé à tous ses membres.

De l'autre côté, **une interprétation dans un sens large** a été mise en évidence, comme une intention de reconcevoir l'entière stratégie de l'économie nationale et de la société roumaine, dont on établira la stratégie de la Roumanie pour son intégration dans l'Union Européenne.

Suite à une attentive évaluation, y compris des ressources et du calendrier, il en résulte **une variante pragmatique**, qui essaye de s'approprier les points favorables des positions que je viens de présenter, en éliminant les points négatifs et en essayant de résoudre par anticipation certains passages étroits latents, qui subsistent dans chacune des deux premières variantes.

Au fond, nous nous proposons d'élaborer une synthèse concernant la stratégie nationale pour la préparation de l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne **ayant comme point de départ deux sources**:

D'une part, la stratégie de l'Union Européenne, que l'on souhaite interpréter dans un **sens large**. Donc, nous ne nous limiterons pas à un calendrier déjà établi pour les pays associés, mais nous nous concentrerons sur l'étude des tendances et des controverses qui se déroulent à l'intérieur des pays et instances communautaires par rapport à l'avenir de l'Union Européenne. Parce que, je le répète, nous négocions avec l'Union Européenne d'aujourd'hui, mais l'intégration sera faite dans l'Union Européenne de demain, c'est à dire l'Union Européenne d'après la

Conférence intergouvernementale de 1996, d'une telle manière que nous considérons comme nos propres préoccupations les dilemmes qui inquiètent les pays communautaires et l'Union Européenne dans son ensemble - et auxquelles personne ne détient à présent des réponses toutes faites.

Et il faut souligner que l'Union Européenne, à juste raison, attend de nous à clarifier pour nous même le fonds des problèmes et d'apporter aux débats généraux notre propre contribution.

Pour cela, la deuxième source de la stratégie de l'intégration de la Roumanie dans l'Union Européenne est justement la clarification de la destinée de l'économie et de la société roumaine.

Comment cette préoccupation se présente-elle au début des travaux de la Commission? A ce point je voudrais faire référence à quatre aspects.

Le premier est que l'on a accumulé, durant ces dernières années, un volume immense de matériel, un nombre impressionnant d'études dans divers domaines, secteurs, etc., beaucoup plus que chacun d'entre nous pourrait s'imaginer. Pendant ces trois semaines on m'a présenté des centaines d'élaborations approfondies et suite aux discussions portées on peut estimer que leur nombre est beaucoup plus grand.

Ces vrais trésors sont accumulés dans les cerveaux et travaux des chercheurs, universitaires et experts, dans la mémoire et les banques de données des instituts et institutions de l'Etat et de la société.

Il y a, à présent, une rare disponibilité de la part de tous - gouvernement, experts des partis parlementaires, académiciens et universitaires, groupes spéciaux

d'élaborations stratégiques - dont je voudrais mentionner le Groupe Consultatif créé auprès du Président de la Roumanie, le groupe de l'INRE, celui de la Banque Nationale et beaucoup d'autres - de mettre ensemble leur forces au nom de l'intérêt national.

Evidemment, il serait simple et même très simple et très commode d'ignorer purement et simplement cet acquis, mais peut-on se permettre un tel luxe ? L'ignorance impliquerait inévitablement des coûts chers à payer par la société toute entière et il est impensable que quelqu'un d'entre nous pourrait s'arroger le droit absurde de décréter qu'une élaboration ou une autre est inconsistante, ou ne présente pas d'intérêt, avant même de la consulter.

A cause du temps dont elle dispose, la Commission ne peut pas refaire tout ce travail gigantesque de conception, mais un aspect de méthode semble évident.

Il s'agit d'assurer la communication entre ces études dans divers domaines, secteurs, etc., parce que l'on constate un profond manque de connaissance entre elles, manque qui représente, à mon avis, l'une des principales sources d'un blocage conceptuel qui domine la société et qui, paradoxalement, est d'autant plus fort que les solutions partielles sont ingénieuses, mais ne communiquent pas entre elles. Dans un certain sens de ce blocage il en résultent tous ce qui font surface de la société, y compris le blocage financier.

La complexité de cette démarche est exceptionnelle parce que le blocage conceptuel ne provient pas d'une simple mauvaise volonté, mauvaise intention ou mauvaise foi; si les choses se présenteraient d'une telle façon, il serait relativement simple de les résoudre, mais

la situation à tout une série de causes profondes, dont l'identification est justement la prémisse de leur élimination et parmi celles-ci je pourrais citer:

Le manque de communication entre les générations de concepts employés, le profond "divorce" entre la signification des notions, d'une part, le système d'indicateurs et les formules de calcul, d'autre part, auxquels on ajoute que la transition d'un système d'évidence - le système de la production matérielle - au système des comptes nationaux, a été parcourue dans un rythme rapide, en ajoutant le fait que le mouvement des flux d'informations a perdu, pour une période au moins, la possibilité de communiquer.

Dans ces conditions, une prémisse indispensable du travail gigantesque que la Commission est appelée à entreprendre est justement l'évaluation scientifique des élaborations dont nous disposons. Assurer la communication entre elles suppose l'adoption, dès le début, de certains procédés et critères précis.

Sans que les efforts des spécialistes soient conjugués, il est impensable à résoudre cet objectif.

IV

La vocation de l'Académie Roumaine

Certainement, les travaux de la Commission ne vont pas se résumer à ce que je viens d'évoquer.

Il s'agit d'aborder de front certains types de travaux fondamentaux concernant les tendances structurelles de longue durée, dont on va dessiner les tâches à court et moyen terme, y compris les pas à franchir pour l'intégration dans l'Union Européenne, en accord avec les tendances qui règnent sur les sociétés avancées de l'Occident.

Le type de société vers lequel nous nous dirigeons, le modèle souhaitable de l'économie roumaine en sont seulement deux exemples. Et c'est ici que la vocation irremplaçable de l'Académie Roumaine et des recherches fondamentales se révèlent. Le lauréat du Prix Nobel pour économie, Wassily Leontieff, définissait une fois la recherche fondamentale comme une recherche appliquée pour vingt ans plus tard.

Mais le temps s'est comprimé.

Les deux exemples que je viens de citer ont pour point d'appui essentiel justement la recherche fondamentale, académique et universitaire.

Je ne pourrais pas ignorer l'étude "La Roumanie 2020", qui à sa parution semblait tellement abstraite, pour qu'elle devienne actuellement, tout d'un coup, notre première source d'inspiration.

Je voudrais citer encore un exemple d'ouvrage, qui a fait preuve de la nécessité d'être entamé en tant que méthodologie et conception. Il s'agit de faire l'inventaire de la richesse nationale en général, du patrimoine économique en particulier, une action d'importance capitale afin de pouvoir apprécier et quantifier les ressources matérielles, humaines, scientifiques et culturelles de notre pays, pour élaborer

la stratégie du développement de la Roumanie et de son intégration dans l'Union Européenne.

Sans conjuguer les efforts des institutions de l'Etat - tout d'abord le système des finances et la statistique, le système de la recherche fondamentale - qui pourraient définir les méthodologies de calcul des valeurs économiques, des oeuvres d'art, des films, etc., qui sont devenus justement le noyau de l'économie culturelle-informationnelle, de l'administration centrale et locale - on ne peut même pas entamer cette action. Or, son utilité est hors du doute.

Je voudrais souligner tout spécialement la préoccupation qui s'ébauche comme centrale dans les importants travaux de la Commission: il s'agit d'établir, d'un côté, les avantages comparatifs de notre pays et les avantages de fonds de l'intégration de la Roumanie dans les structures européennes et, de l'autre côté, de délimiter les noyaux de contradictions et d'incompatibilités objectives, ceux-ci étant particulièrement importantes pour que l'intégration soit efficace. Nous devons identifier la réalité telle qu'elle est à présent et non pas celle que l'on souhaite d'y être.

Je dirais que la raison d'être d'une telle élaboration stratégique est justement d'identifier les contradictions et les incompatibilités, non seulement pour l'identification même, mais pour essayer des variantes de résolution anticipée.

V

Un projet ouvert

De ce que je viens d'évoquer en résulte aussi un autre objectif majeur qui circonscrit la sphère des préoccupations de la Commission. Il s'agit de jeter les bases des variantes alternatives pour les principales mesures présentées, parce qu'en effet, il faut s'inquiéter chaque fois où il n'y a pas d'alternative, chaque fois où une théorie ou une position dominante devient trop exclusiviste. J'ajouterais même qu'à la mise au point d'une stratégie viable, justement les conceptions qui se nourrissent d'un dogmatisme intolérant, qui s'arrogent, d'une façon ou d'une autre, un monopole absurde sur la vérité, sont l'obstacle le plus important.

*Je ne voudrais pas entrer maintenant au fond des débats; je me suis proposé seulement d'esquisser un front d'idées pour les travaux que nous inaugurons officiellement aujourd'hui, pour qu'on puisse détacher, de l'analyse comparée, **le problème essentiel de la stratégie nationale que nous devons élaborer.***

*J'énonce le problème primordial de la stratégie, non pas comme une conclusion immuable, comme un point d'arrivée obligatoire de nos travaux, mais au contraire, comme **un point de départ.***

Je pourrais formuler ce problème essentiel de la manière suivante:

S'il est vrai qu'après la prédominance successive des générations de produits à forte intensité de travail, de capital et de science, une nouvelle génération de

produits - ceux à forte intensité de culture et d'information - se profile comme prévalente dans l'économie mondiale de l'avenir, alors tout pays qui voudrait mettre un terme à l'approfondissement des décalages de productivité dont il souffre - comme c'est le cas de la Roumanie - doit promouvoir avec esprit de suite les valeurs propres d'une économie où la culture et l'information deviennent la sphère d'activité déterminante, ce qui est tant dans l'intérêt national, que dans l'intérêt communautaire.

Les débats scientifiques sur ce thème sont absolument nécessaires. Le schéma antérieurement évoqué demande à être discuté, débattu, pouvant être accepté ou rejeté, et les discussions se poursuivront, mais c'est un facteur fondamental qui en reste et que l'on peut constater à l'oeil nu:

Simultanément aux débats, les pays aux économies de marché avancées élaborent à profusion des stratégies minutieuses pour la transition à la société de l'information et les exemples en sont largement connus.

Il suffit de citer, quant à l'Union Européenne, "Le Livre Blanc" de M.Delors et le Rapport de l'Union Européenne concernant la société de l'information, ainsi qu'au niveau mondial la Conférence du groupe "des 7", consacrée justement à la transition vers la société de l'information dans le monde contemporain, conférence achevée il y a quelques jours.

Et la condition objectivement nécessaire pour un tel mouvement de l'économie est, sur le plan social, la création et la consolidation de la classe moyenne. Elle représente la condition sine qua non du fonctionnement d'une économie de marché avancée: sans la classe

moyenne dans le futur type d'économie, il n'y aurait pas de marché intérieur, sans le marché intérieur tout économie de marché devient un non-sens et l'intégration au grand marché de l'Union Européenne deviendrait tout à fait problématique.

VI

L'économie, l'intérêt national et l'Union Européenne

Quelles seront les forces avec lesquelles on va réaliser tout ce qu'on s'est proposé ci-avant?

Avant de répondre concrètement, je voudrais évoquer une certaine subsidiarité - pour employer les termes de l'Union Européenne - c'est à dire que certains problèmes peuvent être résolus individuellement, par un chercheur, autres seront résolus par un groupe de chercheurs ou par un institut lui seul, par un parti, un département, etc., et ces préoccupations sont indispensables, voire s'accentueront inévitablement.

Mais il y a des problèmes qui, à cause de leur thématique immense et de la multitude de leurs facettes exigent une coopération à une échelle plus large, nationale.

Je pourrais ajouter, entre parenthèses, qu'il y a des problèmes que l'on ne peut même pas résoudre à l'échelle nationale: et je fais de nouveau référence aux Stratégies d'avancement vers la société de l'information.

Je me pencherai maintenant sur la modalité dont on a structuré la composition de la Commission.

Je fais, dès le début, la mention qu'il y a trois cercles de participants:

- 1. Les experts désignés par les partis politiques parlementaires, tant de gouvernement que d'opposition;*
- 2. Les représentants et les experts du système gouvernemental, désignés par le Gouvernement;*
- 3. Les personnalités de la vie académique, scientifique et aussi des organisations non-gouvernementales, compte tenu de leurs engagements bénévoles, directement assumés, d'élaborer un certain thème ou un autre et de participer à la mise au point de la Synthèse.*

Ce qui est extrêmement remarquable c'est le fait de nous réunir tous pour oeuvrer, non seulement pour résoudre un certain problème partiel, bien qu'important, mais afin de concevoir ensemble les lignes fondamentales de la Stratégie économique et sociale et de l'intégration de la Roumanie dans l'Union Européenne.

Je voudrais saisir cette occasion pour faire l'éloge aux leaders politiques roumains qui, à l'initiative du Président de la Roumanie, après avoir conçu la ligne politique de l'irréversibilité de l'intégration de notre pays dans l'Union Européenne et aux structures euro-atlantiques, ont compris tant l'opportunité, que la tension du moment historique actuel et a créé le cadre inauguré aujourd'hui, de conjuguer les efforts et les expériences afin d'élaborer une stratégie en tant que minimum de consensus.

*Les travaux de la Commission pourraient contribuer à diriger les confrontations vers les confrontations d'idées et il y a la chance de réussir dans la pratique à délimiter l'économie en tant que sphère centrale de **l'intérêt national**.*

J'évoquerais dans ce contexte, l'expérience de la stratégie adoptée par l'Union Européenne, qui est mise en pratique à présent.

La stratégie a été élaborée par les représentants désignés par les gouvernements "des douze", gouvernements qui, on le sait, sont d'origine chrétienne, socialiste, libérale ou de coalition. Elle a été achevée par une Commission coordonnée par le socialiste Delors, à présent est mise en oeuvre par le chrétien-social Santer et dans des pays gouvernés par des partis de différentes orientations politiques.

Il s'agit d'un éclatant exemple de stratégie élaborée comme un minimum de consensus entre diverses orientations politiques, une illustration de la thèse qu'une stratégie économique et même sociale peut être élaborée comme un minimum de consensus entre différentes conceptions politiques et plus les différences de substance sont grandes, plus l'espace du consensus stratégique est étendu, sans que cela mène à l'uniformité; bien au contraire, des nouvelles opportunités de manifester leur individualité sont offertes aux partis et aux personnalités politiques.

L'exercice fait le mois qui vient de passer nous a conduit aux mêmes conclusions, sur la base de notre propre expérience.

Le fait que dans la Commission on a l'ensemble des expériences de tous les partis, du Gouvernement et

de la communauté scientifique est une réponse fondamentale à un souhait autant fréquemment exprimé par notre opinion publique; si chaque parti, département, etc., a des solutions aux problèmes aigus de la société, pourquoi les experts de ceux-ci ne se rassemblent-ils pour confronter leurs solutions et offrir à la société un point de vue complexe?

Ce que je veux souligner avec insistance c'est que la structure de la Commission reste tout à fait ouverte et elle continuera d'être complétée en permanence avec les institutions et les personnes désireuses d'y participer avec leurs propres élaborations et contributions.

La réponse à la question concernant le rapport entre cette Commission et le Gouvernement ou les partis politiques, les institutions de recherche, d'enseignement et d'autres institutions, devient, je crois, très nette.

Toutes les institutions évoquées à-dessus ont une vocation de permanence, tandis que notre Commission est, dans un certain sens, une commission ad-hoc. L'activité de réflexion et d'élaboration stratégique est, elle aussi, inévitablement permanente, mais au mois de juin, une fois la Synthèse présentée, la Commission achèvera pratiquement son activité.

La Commission ne peut se substituer d'aucune façon à l'activité des autres institutions qui ont désigné leurs représentants, bien au contraire, par sa manière de travailler elle a pour but de stimuler l'intensification de leur exercice.

Je voudrais vous avouer une constatation réjouissante: il y a une vive et forte flamme d'enthousiasme

intellectuel aux gens qui sont venus au monde "condamnés" à penser. Et l'une des fonctions fondamentales de cette Commission sera justement de faire valoir ce moment historique que, tel qu'on se rend compte, ne doit pas être raté. J'espère que ce sera un pas pour que l'intellectualité et la jeunesse s'assument plus directement la conception des stratégies de la société culturelle-informationnelle de demain et d'après demain, de l'intégration de notre pays dans l'Union Européenne.

Un facteur extrêmement favorisant pour notre démarche toute entière est celui de pouvoir bénéficier de l'assistance de l'Union Européenne et des expériences des Etats membres.

Le fait même que l'intégration des pays de l'Europe Centrale est devenue une préoccupation principale de l'Union Européenne est un immense facteur positif et à ce niveau on compte les coûts supplémentaires pour l'Union Européenne, impliqués par l'intégration "des six", particulièrement dans le domaine de la politique agricole commune, du développement régional et sectoriel. Et je ne pourrais pas oublier de citer l'essence du discours prononcé par le Président de la Commission Européenne devant le Parlement Européen, le 2 mars 1995; en passant en revue cette thématique, M.Jacques Santer tirait l'attention: "quelle que soient les conclusions sur les coûts supplémentaires, ...on ne saura oublier les avantages qui découleront du développement et de l'intégration de ces pays dans l'Union Européenne".

L'Europe avance inexorablement vers une nouvelle forme de structuration de son espace économique, monétaire et politique. Nous sommes inlassablement

confiants non seulement en la poursuite et à l'achèvement de ce processus, mais aussi dans le fait qu'il est la source d'un dynamisme que l'on n'a jamais rêvé.

La connexion à cette source de dynamisme répond à notre intérêt national dans sa plus noble et avancée définition, une définition dont le visage est tourné vers une économie à forte intensité de culture, vers le XXI-e siècle,

Je vous remercie pour votre attention!

Le problème stratégique essentiel de la Roumanie contemporaine^{*}

<i>I. Introduction</i>	30
<i>II. Le consensus et "l'esprit de Snagov"</i>	33
<i>III. Une triple tendance de longue durée</i>	37
<i>IV. Réunir la transition vers l'économie de marché avec la transition vers l'économie à forte intensité de culture et d'information</i>	40
<i>V. Les valences du dialogue</i>	43
<i>VI. Le projet "multilinguisme - multilangage"</i>	46
<i>VII. Un projet ouvert. L'élaboration stratégique doit être poursuivie</i>	48
<i>VIII. L'importance de l'expérience et de l'assistance de l'Union Européenne et de ses Etats membres</i>	50

** Discours prononcé lors de la réunion la clôture des travaux de la Commission pour l'élaboration de la Stratégie Nationale de Préparation pour l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne, le 21 Juin 1995.*

Depuis la création de la Commission - le 8 mars de cette année - et jusqu'à la réunion d'aujourd'hui, il y a exactement 105 jours qui se sont écoulés.

Nous nous rappelons vivement combien intenses et animés furent les échanges de vues, qui portèrent au départ sur la problématique des travaux. Ceci n'était pas le fait du hasard, car chez nous, tout comme dans d'autres pays de l'Europe Centrale, le processus de préparation à l'adhésion accompagne le processus de transition à l'économie de marché. Celui ci est, à son tour, simultané avec une autre transition, encore plus profonde - le passage des pays développés à un type différent d'économie et de société - la société de l'information.

Si l'on ajoute que ce moment historique se trouve à la charnière de deux phases du cycle long - la phase descendante, qui a commencé en 1971/1973 et la phase ascendante, qui se dessine pour les prochains 20-25 ans, il devient encore plus évident que les débats de la Commission ne firent que refléter la complexité du réel et la difficulté de la tâche d'harmoniser les trois

processus simultanés: la transition à l'économie de marché, la transition à la société de l'information, la transition à une expansion économique de longue durée. Des processus simultanés, mais distincts quant à leur temps historiques et leur signification.

Voilà, en bref, la source la plus profonde des tensions qui ont sous-tendu les débats et qui, d'ailleurs, constitue le noyau du problème stratégique fondamental non seulement de la préparation à l'adhésion, mais aussi de l'économie et de la société roumaine dans son ensemble.

I

Introduction

La Commission s'est donnée pour tâche d'opérer les distinctions théoriques indispensables et, à partir de celles-ci, d'identifier des modalités concrètes propres à permettre une harmonisation réelle des processus de transition que je viens d'évoquer.

Le choix de la Commission, qui s'est précisé au cours de son activité fût un choix pragmatique.

Dans sa tâche de mettre au point une "Stratégie nationale de préparation à l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne", la Commission s'est proposée d'avoir recours à deux sources principales:

D'un côté, la Stratégie de l'Union Européenne pour les pays associés, telle qu'elle fut établie dans le document d'Essen et développée ensuite dans le Livre

Blanc préparé pour le "sommet" de Cannes, ainsi que dans d'autres documents communautaires.

D'autre côté - les travaux préparatoires en vue d'ébaucher le profil de l'économie et de la société roumaine à moyen et à long terme.

Dans le volume que nous venons de diffuser est présentée la "Stratégie...", ainsi que la thématique des études préparatoires, tant horizontales que sectorielles. Celles-ci furent irremplaçables comme source à puiser pour l'élaboration de la stratégie d'adhésion. Elles ont, en même temps, la vocation de servir en tant que point de départ de ce qui, par des efforts soutenus, pourrait devenir un "Livre Blanc" du devenir de l'économie et de la société roumaine au début du XXI-e siècle.

Dans l'exposé d'aujourd'hui je me suis proposé d'offrir quelques remarques en marge de la stratégie d'intégration et des études préparatoires et, simultanément, d'essayer de cerner de plus près ce qu'on a nommé "l'esprit de Snagov".

Les travaux de la Commission comprennent un bon nombre d'activités et je vous en ai fait part régulièrement. Mais l'élément central, ce qui a imprimé à l'activité de la Commission sa spécificité, ce furent les débats, au nombre de 221, celles-ci représentant une superstructure érigée sur le fondement puissant d'un grand nombre d'études, d'analyses et de débats préparatoires, conçus selon une méthodologie unitaire. On pourrait dire que notre démarche fût en quelque sorte une illustration du principe de la "subsidiarité". C'est dire que certains thèmes ont été impartis à des chercheurs individuels, d'autres - à des groupes de chercheurs ou à tel ou tel institut, à tel ou tel département, tandis qu'au sein de la Commission nous nous

sommes concentrés sur des thèmes de la plus haute complexité, exigeant les compétences de tous ceux qui s'y sont réunis: les experts désignés par tous les treize partis parlementaires - de gouvernement et d'opposition - les experts désignés par le gouvernement, les représentants du monde académique et de la société civile. En règle générale, la préparation des projets de conclusions de chaque débat, a été la tâche des groupes de travail comprenant les meilleurs spécialistes du pays, sans égard à leurs convictions philosophiques, politiques ou à leur allégeances.

Dans mon intervention d'aujourd'hui j'essayerai de me placer sur l'orbite combien haute que suivirent récemment les experts de chaque parti parlementaire, en exprimant leurs positions dans la séance d'évaluation du 15 juin passé. Je note en passant que le sténogramme de ces débats représente, lui-même, un document important, remarquable à plus d'un titre. Il est, tout d'abord, une illustration combien convaincante de l'esprit qui a présidé à l'activité de la Commission de Snagov et je pense que l'opinion publique roumaine a tous les droits d'en connaître le contenu. Il sera mis à la disposition de la presse, de tous les organes de presse.

Tout aussi remarquable et riche en substance fût le débat dans le Conseil des Ministres de la Roumanie, dans sa séance du 16 juin 1995 qui a fait sienne la "Stratégie..." en l'adoptant. Et j'en suis persuadé, ce sténogramme aussi vaut bien être connu par tous nos concitoyens.

II

Le consensus et l'esprit de Snagov

On nous demande et redemande par quelles recettes concrètes a-t-on réussi à créer ce climat, cet "esprit de Snagov". Je tâcherai d'en ébaucher quelques unes, bien qu'en toute franchise, leur simple énoncé soit d'une banalité désarmante. Si elles ont de la force, c'est justement du fait qu'elles ont été réellement mises en oeuvre et de surcoût dans une sphère de la pratique sociale d'une complexité sans pareil. D'ailleurs, il faut admettre qu'il est plus aisé d'énoncer que de suivre des recettes de ce genre.

A ce propos, avec votre permission, je voudrais souligner six moments.

Le premier relève des efforts de la Commission de placer tout problème dans le contexte global de la science universelle. On a rencontré des difficultés énormes ayant trait tant à la nature des choses (il est bien connu que, ce que l'on rend public immédiatement, ce n'est qu'une partie infime des résultats des recherches de pointe et qu'on ne publie pas les recherches soldées par un échec, bien que les unes et les autres aient une importance critique en perspective stratégique), qu'aux carences de la documentation et de l'information accessibles à nos chercheurs et à nos spécialistes.

Sans la présence massive des instituts de recherche, des savants de l'Académie Roumaine, des spécialistes des départements gouvernementaux et des institutions de profil, qui depuis de longues années se

trouvent branchés au mouvement des idées et des expériences dans leur domaine d'activité, cette première prémisse eût été irréalisable.

Le deuxième moment se rattache à l'effort assez considérable de faire connaître et valoriser notre propre recherche nationale. Nous avons mis sur pied la publication de la série "Trésor", qui bat son plein à l'heure qu'il est, et qui en tout comprendra plus de 300 tomes, et en première ligne les titres des recherches à vocation stratégique qui ont été effectués les cinq dernières années.

Pour en revenir aux propos que j'ai tenus lors de la première réunion de la Commission: personne ne peut s'arroger le droit absurde de déclarer inconsistant tel ou tel travail de recherche, avant même de l'avoir consulté.

Nous avons tous appris à nous méfier de toute arrogance ainsi que de l'ignorance qui pourrait la soustendre; cet enseignement reste emblématique pour "l'esprit de Snagov".

La Commission a dû s'attaquer au plus profond blocage qui puisse exister dans la société roumaine: le blocage procédant de l'incommunicabilité entre les idées, les hypothèses, les études effectuées par domaines ou secteurs. C'est un blocage qui, paradoxalement, s'avère être d'autant plus résistant que les solutions partielles sont plus ingénieuses, bien que non-communicantes les unes avec les autres.

Ce qui a nourri l'esprit de Snagov c'est, à mon avis, justement l'effort de casser ce blocage, car il est à la source de tout autre blocage que l'on rencontre dans la société roumaine et - dans un certain sens - à la source de la crise-même de la société roumaine.

*Le troisième moment a trait à notre souci tant dans la préparation des analyses d'accompagnement, que dans le déroulement des 221 débats, d'assurer, voir d'encourager une parfaite liberté d'expression de **tous les points de vue** qui auraient pu exister sur tel ou tel problème.*

Ce dont on souffre dans ce pays ce n'est pas le manque d'idées, voir des solutions. Bien au contraire, et je peux le confirmer maintenant en parfaite connaissance de cause, notre société jouit d'une grande richesse d'études et de solutions; ce qui nous manque c'est la communication entre celles-ci, l'effort de les mettre ensemble. Là, on retrouve une autre démarche qui est propre à "l'esprit de Snagov".

A nos yeux, il vaut mieux que les possibles solutions aux problèmes urgents soient tout d'abord identifiés au plan théorique, que les différents hypothèses soient comparées pour que l'on puisse ainsi découvrir les goulots d'étranglement et les contradictions.

Sans conteste, toute erreur qui pourrait intervenir risque d'infliger des souffrances inutiles à la société et à l'individu, mais lorsqu'on met au point un schéma stratégique ce ne sont pas les erreurs possibles qui comptent dans les choix. De surcroît, vu qu'il opère avec des hypothèses, un schéma stratégique pourrait faire ressortir une typologie des erreurs et des extrêmes à éviter.

En général, il est préférable que la confrontation des différentes options se passe, au niveau des idées plutôt que sur le vif, dans la société, avec des coûts élevés tant pour la société, que pour l'individu. J'insiste

là dessus et j'aimerais y appeler tout particulièrement votre attention, d'autant plus que l'on pourrait aisément nous figurer une situation où la position diamétralement opposée serait choisie.

Le quatrième moment consiste en notre ambition à identifier les noeuds des contradictions et les goulots d'étranglement qui ne sont pas dûs à des anomalies dans la gestion des trois transitions simultanées, mais qui découlent de la logique objective même de leur devenir. Or, la raison la plus profonde d'une stratégie est justement celle de permettre d'identifier les problèmes réels et les contradictions en même temps que les solutions qui y sont offertes par la science et la pratique mondiales.

Et j'aimerais, à partir de l'expérience de notre Commission, souligner avec force que l'identification des problèmes réels offre, par elle-même, un champ illimité pour découvrir des convergences; l'identification des solutions offertes par la science et la pratique mondiale et nationale implique elle aussi un très large champ de convergences, mais les deux opérations n'aboutissent et ne peuvent pas aboutir à une uniformisation des directions politiques, des plateformes électorales, représentant, au contraire, une source essentielle de leur diversification.

Le cinquième moment: le souci de projeter chaque problème sur l'écran de la science universelle a été accompagné par l'effort d'utiliser un écran temporel et spacial assez large pour permettre de dépassionner le débat et d'éliminer la charge émotionnelle inhérente à une approche plus limitée.

Le sixième moment: l'approche - tant au niveau global, qu'au niveau sectoriel de chaque thème a été celui d'essayer de fixer le mieux possible trois points nodaux: le point de départ, le point d'arrivée désirable et le chemin à parcourir entre ces deux points-limite, avec des variantes alternatives, y compris l'évaluation des coûts, des noeuds d'incompatibilité, des effets escomptés.

Voilà ce qui, à mon avis, constitue les six moments méthodologiques qui ont engendré "l'esprit de Snagov".

III

Une triple tendance de longue durée

Ces six moments ont été appliqués tant à l'échelle globale, qu'à l'échelle sectorielle. Quels en sont les principaux résultats?

A l'échelle globale, les deux premiers points - le point de départ et celui d'arrivée - sont marqués à présent par le passage de l'économie mondiale de la phase longue descendante du cycle séculaire, à une nouvelle phase longue ascendante, d'environ 20-25 années, qui a débuté par une relance conjoncturelle déjà bien dessinée et qui, dans les pays avancés est nourrie par des facteurs structurels propres à une économie nouvelle, fondée sur la culture et l'information. C'est ce qui se passe dans les économies avancées, y compris de l'Union Européenne.

Et c'est justement sur cette toile de fond à dimension scientifique, temporelle et spatiale, que surgissent nos vrais problèmes, sans égard aux intentions - bonnes ou mauvaises - aux souhaits et à d'autres considérations émotionnelles ou de nature conjoncturelle.

Le problème essentiel de l'économie et de la société roumaine dans son ensemble et, en même temps, le problème essentiel de la stratégie nationale de préparation à l'adhésion à l'Union Européenne, est tel qu'il pourrait faire naître une large solidarité. Car il suppose affronter une triple tendance de longue durée: la tendance qui, tout au long du XX-e siècle, engendra constamment des écarts de productivité entre la Roumanie et les pays développés, la tendance séculaire à l'émiettement de la classe moyenne de la société, et la tendance perverse, qui veut que, malgré sa latinité, ses aspirations européennes et la vocation de synthèse de sa spiritualité, la Roumanie se retrouve pour des longues périodes découplée du circuit naturel des valeurs dans l'espace général européen.

Le sens le plus profond de la stratégie de Snagov consiste en ceci qu'elle propose à s'attaquer non pas à des aspects dérivés, mais au problème stratégique fondamental même, avec ses trois piliers dont je viens vous en faire part.

Arrêtons-nous un instant au pilier économique.

Si l'on compare le mouvement de l'économie roumaine à l'évolution de l'économie mondiale, force nous est de constater que, dans toutes les phases ascendantes, sans exception aucune, l'économie roumaine s'est développée à des taux supérieures à la moyenne européenne et mondiale, et que, dans toutes les phases descendantes du cycle long, les taux de l'économie

roumaine ont été supérieurs à la moyenne européenne et mondiale aussi. Si cette supériorité de rythme n'a jamais été un don du ciel et si elle est le fait des efforts consentis par ce peuple, il n'en reste pas moins que les écarts de productivité par rapport aux pays avancés n'ont pas cessé de se reproduire.

C'est cette tendance économique séculaire que l'on devra affronter au niveau stratégique. Cette tendance est attestée par des chercheurs et des institutions à solide réputation qui dans leurs calculs minutieux se fondent sur des séries longues établies à partir des statistiques nationales et internationales.

Certes, les explications en sont multiples et leur identification nourrit les analyses et les débats scientifiques. En essence, il pourrait s'agir du fait que les phases ascendantes du cycle de longue durée n'ont pas accompli, dans notre économie, leur fonction objective, car elles ne reposaient pas sur des générations de produits les plus avancés de l'époque.

Pour mesurer ces écarts nous avons suivi deux repères: la moyenne du Produit National Brut par habitant dans l'Union Européenne et la moyenne pour les pays moins développés de l'Union Européenne. Si l'on considère le Produit National Brut par habitant, calculé non pas à partir des taux de change, mais au moyen de la parité du pouvoir d'achat, celui ci est évalué pour la Roumanie à 2.910 dollars, l'écart en 1993 par rapport à la moyenne dans l'Union Européenne étant de 1/6,1 et par rapport à la moyenne des pays moins développés de l'Union Européenne - de 1/4.

IV

Réunir la transition vers l'économie de marché avec la transition vers l'économie à forte intensité de culture et d'information

L'énoncé même du problème économique fondamental ainsi que l'entreprise de mesurer les écarts contiennent les modalités de son affrontement. Ces modalités ont été analysées dans des scénarios multiples, contenus dans les études préparatoires.

Elles envisagent généralement deux modalités:

- a) conserver la supériorité traditionnelle de rythme, mais cette fois-ci avec un amendement, à savoir;*
- b) asseoir la relance et l'expansion sur des facteurs structurels, spécifiques à la nouvelle phase ascendante du cycle long.*

Or, s'il est vrai qu'après la prédominance successive des générations des produits à forte intensité de travail, de capital et de science, à l'horizon de l'économie mondiale se profile une nouvelle génération dominante de produits, à savoir les produits à forte intensité de culture et d'information, il s'en suit que tout pays, comme la Roumanie, qui souhaite mettre un terme à l'approfondissement de l'écart de productivité, doit promouvoir avec esprit de suite les valeurs propres à une économie où la culture et l'information deviennent la sphère privilégiée et décisive.

C'est ma conviction profonde que la chance de l'économie roumaine de devenir une économie

compétitive réside justement dans ce qu'elle fera pour s'inscrire dans les tendances propres à l'économie de l'avenir, celles d'une économie de marché se fondant sur des produits à forte intensité de culture et d'information.

Je passe outre les études sectorielles préparatoires, mais non sans évoquer une conclusion d'ensemble: l'adhésion à l'Union Européenne comporte, en général, plus d'avantages que des risques.

Cette conclusion est renforcée par l'évaluation des conséquences économiques dans l'hypothèse où l'adhésion n'aboutit pas. Les conclusions en sont totalement en faveur de l'adhésion.

En ce qui concerne la classe moyenne, toute une série de processus, tels que la transformation systémique de la société roumaine, les mesures propres à stimuler l'action des facteurs structurels, l'investissement dans le capital humain et la promotion des options politiques visant à encourager l'entrepreneur, représentent autant de prémisses pour le développement d'une telle classe en Roumanie, pour réunir les conditions de compatibilité et de convergence de celle-ci avec les traits caractéristiques de la classe moyenne des pays communautaires. C'est un processus que l'on pourra accélérer dans le cadre des actions de préparation de l'adhésion à l'Union Européenne.

C'est pourquoi, dans le cadre de la Commission de Snagov on a mis sur pied un projet visant à l'accélération de la création de la classe moyenne grâce à l'action de toute une série de facteurs économiques, financiers, culturels, de formation et à des structures appropriées au service des petites et moyennes entreprises.

A ce qu'il paraît, c'est justement l'appareil de production de la société de l'information qui, pour la première fois dans l'histoire, saura fournir la plus-value permettant à concilier réellement efficacité économique et justice sociale, et c'est là le problème stratégique le plus profond de l'Union Européenne elle-même.

La culture et l'information fourniront aussi un instrument essentiellement nouveau pour régler le mécanisme économique, y compris pour résoudre d'une manière nouvelle le problème du chômage. Car on pourrait avoir recours à une nouvelle distribution de la scolarité et de la retraite tout au long du cycle de vie de l'individu, en fonction des processus de restructuration économique, conçue à la lumière d'un avenir projeté sur le présent. De cette manière, on pourrait trouver une solution essentiellement nouvelle à ce fléau actuel de l'économie de marché qui est le chômage. On lui prêterait une expression positive, en tant que part du temps au niveau de la société et de l'individu prévu pour être utilisé à des besoins essentiels dans la société de la culture et de l'information: recyclage, apprentissage des langues étrangères et des langages spécifiques - l'art et l'usage des ordinateurs.

*Quant à l'école, dans son sens général, elle pourrait représenter l'outil parfait pour déceler les décisions optimales au niveau social. Par son histoire, par sa capacité de comprendre toute la population dans la formation permanente, par son réseau déconcentré, dispersé dans le territoire, aussi que grâce à la qualité et au niveau de formation des enseignants, l'école réunit les conditions *sine qua non* pour la transformation des préférences individuelles en préférences convenues, à*

savoir: motivation personnelle, compétence, "homogénéité", saturation informationnelle, créativité, esprit démocratique des débats, objectivité.

J'en arrive à une autre tendance dont j'ai déjà parlé. Au plan culturel, dans son expression la plus générale, le processus de notre intégration à l'Union Européenne se retrouve entre un complexe d'isolement et la peur de l'absorption. Dans cette perspective on a identifié aussi des risques et des chances. On les a traités avec toute l'attention requise, en commençant avec l'art et en finissant avec la religion. La conclusion est favorable à l'intégration.

V

Les valences du dialogue

C'est justement à ce niveau que se font jour les valences du dialogue. Dialogue qui ne saurait être réduit à la main tendue pour recevoir, mais qui suppose également une main tendue pour offrir. Car ce n'est qu'alors que l'on pourra parler de vrai dialogue. Soyons donc conscients de ce que nous pouvons et nous devons apporter comme contribution au développement et à l'enrichissement de la culture de l'Occident.

Dans cette perspective, l'idée selon laquelle l'orthodoxie loin d'être un obstacle représente un point d'appui fondamental au processus de notre intégration à l'Union Européenne, revêt, à mon avis, une importance exceptionnelle. De plus, comme le soulignait dans les débats de la Commission, Sa Sanctité le Métropolitain Daniel de la Moldavie,

l'Occident chrétien découvre - grâce au dialogue - ses propres racines spirituelles, communes à l'Europe toute entière. Je le cite: "Tout au long du premier millénaire, le christianisme eût son centre de gravitation à l'Est; pendant le deuxième millénaire ce centre se déplaça à l'Ouest; je crois qu'au troisième millénaire il devrait se situer entre l'Est et l'Ouest, entre Nord et Sud".

Au plan stratégique le plus général, il faut dire que, quels que soient les coûts financiers de l'intégration, celle-ci offre un avantage fondamental, car elle permet de préserver notre identité nationale, grâce à une large ouverture internationale. A ce plan, l'évaluation finale de la Commission est allée loin au-delà des calculs sectoriels, pour pénétrer nos pensées les plus profondes, nos espoirs et nos doutes, pour reprendre les mots tellement émouvants qu'a su trouver un de nos collègues dans la réunion plénière du 15 juin.

La conclusion de la Commission, inscrite dans la stratégie, est que, l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne devient un point essentiel de solidarité nationale. Si des efforts persévérants sont consentis, il y a des prémisses réelles pour qu'à l'horizon de l'an 2.000, la Roumanie, tout comme d'autres pays associés, puisse réunir les conditions essentielles de l'adhésion, portant notamment sur:

- 1. la compatibilité de systèmes politique et économique;*
- 2. l'harmonisation de la législation nationale avec celle de l'Europe communautaire et l'assimilation de "l'acquis communautaire";*
- 3. l'ajustement structurel, dont les coûts sont ressentis à court terme, tandis qu'en général*

les avantages se manifestent à moyen et long terme;

- 4. la réorientation de toute infrastructure physique, sociale et pour la protection de l'environnement vers l'espace de l'Union Européenne.*

L'option irréversible pour l'intégration de la Roumanie à l'Union Européenne, représente pour l'essentiel l'option pour une politique qui, se fondant sur nos propres efforts, mais aussi sur la coopération internationale, est à même de garantir un développement économique accompagné par l'accroissement du bien-être et l'amélioration générale de la qualité de la vie.

La stratégie de l'Union Européenne ne vise pas à se substituer aux programmes de réforme et de transformation systémique des pays associés, ou de tracer les lignes directrices de leurs politiques économiques et ni à établir des calendriers précis avec des termes de mise en oeuvre.

Nous avons pris, cependant, pour point de départ, l'idée d'une interaction entre les deux processus et la nécessité d'accélérer le processus de réforme, ce qui, à son tour, soulève le problème des critères quant à l'accélération même, notamment: la compatibilité des réformes partielles; la supportabilité sociale, la durabilité, le coût social, la séquence des mesures, qui est essentielle, permettant aussi d'établir les priorités; la crédibilité de la réforme qui est nourrie par son succès, vue qu'aucune réforme ne peut aller de l'avant si, passé un certain temps, elle ne porte pas ses fruits au plan social.

Pour ce qui est de l'harmonisation avec la législation communautaire, vous auriez observé, sans doute,

que dans chaque domaine des "mesures-clé" sont suggérées. La distinction entre les mesures de la première étape et les mesures de la deuxième étape fait ressortir les priorités, telles qu'elles se dessinent par la logique intérieure de la législation.

VI

Le projet "multilinguisme - multilangage"

Touchant à la fin de mon exposé, je voudrais souligner le fait que dans les études préparatoires, y compris les stratégies sectorielles, il y a des propositions concrètes quant à l'harmonisation de différents types de transition, délimités au plan conceptuel dans les travaux de la Commission. On y trouve également quelques projets d'ensemble. Si je devais m'arrêter à un seul projet qui puisse suggérer tous les horizons de la stratégie, ce serait sur ce que, au sein de la Commission, nous avons nommé projet "multilinguisme, multilangage", et qui, au cours des débats a reçu un soutien d'une impressionnante unanimité.

L'essence de ce projet c'est l'apprentissage:

- a) l'apprentissage par toute la population (et surtout par les générations actives) d'au moins deux langues étrangères- écrire, lire et parler;
- b) l'apprentissage par toute la population du langage des ordinateurs;
- c) l'apprentissage par toute la population, grâce au système scolaire tout d'abord, de deux ou trois langages artistiques (d'ores et déjà 80% du travail dans les domaines à forte intensité

d'information requiert une formation artistique et à plus long terme ce besoin devient encore plus important);

- d) des modalités appropriées devraient être trouvées pour que les personnes arrivant au bout du cycle obligatoire de formation et qui ne poursuivent pas leur études dans des lycées et dans des universités, puissent approfondir leurs connaissances de la langue et de la civilisation roumaine.*

C'est un projet qui pourrait être mis en oeuvre dans différents horizons temporels, en fonction des ressources de financement et il pourrait s'avérer un facteur essentiel de préservation de l'identité nationale dans le contexte de l'élargissement de l'intégration européenne, un facteur essentiel de relance structurelle de l'économie, d'assainissement du climat social et, en même temps un moyen de transformer la Roumanie dans un partenaire de l'Union Européenne qui est non seulement accepté, mais aussi désiré.

Certes, on pourrait nous dire: vous êtes par trop pauvres pour vous permettre un tel programme. A ceci j'y répondrais: nous sommes par trop pauvres pour ne pas l'assumer.

VII

Un projet ouvert. L'élaboration stratégique doit être poursuivie

*J'aimerais appeler votre attention sur un trait de la Stratégie nationale de préparation à l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne, à savoir qu'elle représente **un projet ouvert**. Il devra être complété et enrichi en permanence, au fur et à mesure de la construction communautaire et des nouveaux repères d'orientation établis dans des nouveaux Livres Blancs et au rythme du progrès national tant au niveau concret qu'au plan de la qualité de notre perception de ce processus de construction auquel nous nous sommes rattachés.*

Outre l'élaboration de la Stratégie nationale en vue de l'accession de la Roumanie à l'Union Européenne et dans sa mise au point, on a rédigé des études préparatoires, on a commencé d'autres travaux d'une importance essentielle pour construire l'image de l'avenir de la société roumaine. Et je voudrais citer dans cet ordre d'idées, la suite des monographies territoriales et des localités conçues à sous-tendre la préparation d'une politique régionale, ainsi que la série des monographies portant sur 700 grandes unités industrielles, agricoles, de recherche, culturelles et d'enseignement. Celles-ci seront élaborées dans la même conception méthodologique - point de départ, point d'arrivée désirable, variantes d'itinéraire entre les deux points - ce qui va attacher à l'activité d'élaboration stratégique une substance que nous ne pourrions

pas saisir à présent; la collection "Trésor", dont j'ai déjà parlé, l'enquête parmi les jeunes, déjà mise au point sous rapport méthodologique, la mise au clair des objectifs stratégiques prioritaires pour l'horizon 1996-1999, 2000-2004 et les objectifs dépassant l'an 2004 et, enfin, l'élaboration du Livre Blanc sur l'économie et la société roumaine au début du XXI-ème siècle. Ce sont là quelques-uns des travaux permettant à tirer profit de l'expérience accumulée tout au long du fonctionnement de cette Commission et à donner du contenu à sa poursuite. Continuer ces efforts, voilà ce qui s'impose à plus d'un titre:

- a) Il y a des travaux **commencés** par la Commission, mais qui ont leur temps spécifique. Tel est par exemple le cas de **l'inventaire de la richesse nationale**. C'est une tâche qui, dans une variante optimiste, prendra trois années de préparation, dans une variante pessimiste - serait irréalisable et dans une variante réaliste prendrait de 7 à 10 ans. Mais cet inventaire il nous faut et il devrait être dressé, comme il devrait jouir de l'attention du public qui a le droit de connaître le stade de ce thème et sa place dans les travaux de la Commission.*
- b) Les études préparatoires - horizontaux et sectoriels - sont très inégales quant à leur stade de mise au point et l'on devra les faire répondre aux exigences et critères établis. De surcroît, les synthèses préliminaires des 44 études préparatoires ont servi parfaitement pour jeter les fondements de la stratégie d'adhésion; mais pour le futur Livre Blanc sur l'économie et la société roumaine au XXI-ème siècle, ces synthèses préliminaires deviennent un nouveau*

point de départ pour l'approfondissement des analyses.

L'ambition suprême serait de poursuivre ce que nous avons nommé "L'esprit de Snagov", qui a trouvé une éclatante incarnation dans la Déclaration signée aujourd'hui par le Président de la Roumanie, les Présidents des deux Chambres législatives, le Premier Ministre et par les chefs des partis politiques parlementaires.

VIII

L'importance de l'expérience et de l'assistance de l'Union Européenne et de ses Etats membres

En venant à un autre sujet, je voudrais souligner combien enrichissantes sont pour nous l'expérience et l'assistance de l'Union Européenne et des Etats membres. Sans doute aucune, il ne peut y avoir de modèle universel, car nulle expérience ne peut être répétée, transplantée ou imitée en tant que telle. Il n'en reste pas moins qu'il y a des expériences réussies et des stratégies longuement mises à l'épreuve par l'Union Européenne qui nous aident éloigner les ombres qui nous empêchent si souvent d'y voir clair. De surcroît, ces expériences et stratégies permettraient une meilleure corrélation des efforts, une meilleure coordination des mesures. En tout état de cause, aborder les problèmes liés à l'élargissement de l'Union Européenne c'est un impératif. Le faire à partir de deux

approches - celle de l'Union Européenne et celle des candidats à l'adhésion, voilà ce qui ne peut être que profitable de tous les points de vue. Et je crois que l'idée finale de notre Commission concernant les coûts et les opportunités de l'intégration de la Roumanie est en pleine concordance avec la conclusion formulée, il y a peu de temps, par le Président de la Commission Européenne, M.Jacques Santer, qui se référant aux efforts des pays communautaires pour l'intégration des pays associés disait: "quelle que soient les conclusions sur les coûts supplémentaires,...on ne saura oublier les avantages qui découleront du développement et de l'intégration de ces pays dans l'Union Européenne".

*

* *

Avant d'en finir, je voudrais rendre hommage à ceux qui, à l'initiative du Président de la Roumanie, saisissant l'opportunité et la tension du moment historique, ont su créer et utiliser le cadre nécessaire pour joindre les efforts et les expériences aux fins d'articuler une stratégie d'intégration jouissant d'une base politique et sociale aussi large que possible.

Je voudrais également adresser à mes collègues de la Commission, auxquels j'ai été associé tout au long de cette extraordinaire aventure intellectuelle, mes remerciements, leur exprimer mon respect et toute mon admiration pour la dédicacion, l'enthousiasme et l'acharnement avec lesquels ils se sont engagés dans cette entreprise. A tous, à commencer par les ministres, les membres de l'Académie, les professeurs universitaires, les hauts prélats des Eglises et les personnalités

de marque de la société civile et en finir avec les plus jeunes - les étudiants et les élèves lauréats des concours olympiques internationaux et nationaux je leurs adresse un grand merci.

Nos remerciements vont également à la radio, à la télévision et à la presse écrite, qui ont su contribuer à un climat favorable pour les travaux de la Commission et à une information correcte sur les préoccupations de celle-ci.

J'exprime notre reconnaissance au secrétariat scientifique et au secrétariat technique pour leur travail souvent invisible, mais combien intense, sans lequel le fonctionnement de ce mécanisme complexe que représente la Commission n'eût pas été possible.

Je Vous remercie pour Votre attention!

Documents

<i>Déclaration (adoptée à Snagov, le 21 Juin 1995)</i>	<i>54</i>
<i>Table de matières des travaux de la Commission</i>	<i>61</i>
<i>Contenu thématique de la stratégie nationale de préparation pour l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne</i>	<i>61</i>
<i>Contenu thématique des études préparatoires</i>	<i>62</i>

Declarație

Întruniți astăzi, 21 iunie 1995, la Snagov, semnatarii prezentei declarații constată că "Strategia națională de pregătire a aderării României la Uniunea Europeană", elaborată de Comisia special constituită în acest scop, din reprezentanți ai partidelor politice parlamentare, ai Guvernului, ai cercurilor academice, ai societății civile, exprimă orientarea fermă a României de a-și axa dezvoltarea pe promovarea atributelor unei societăți democratice - statul de drept, pluralismul politic, separarea puterilor, alegeri libere, respectarea drepturilor omului, inclusiv ale persoanelor aparținând minorităților naționale, crearea unei economii de piață eficiente și durabile, compatibile cu principiile, normele, mecanismele, instituțiile și politicile Uniunii Europene.

Obiectivul strategic național al aderării României la Uniunea Europeană constituie un punct nodal al solidarităților și convergențelor forțelor politice și sociale ale țării, reprezentând o șansă istorică de a promova idealurile și interesele

Declaration

Réunis aujourd'hui, le 21 juin 1995 à Snagov, les signataires de cette Déclaration constatent que la "Stratégie nationale de préparation à l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne", élaborée par la Commission spécialement créée à cet effet et comprenant des représentants des partis politiques parlementaires, du Gouvernement, des milieux académiques, de la société civile, exprime l'engagement ferme de la Roumanie de centrer son développement sur la promotion des attributs d'une société démocratique - Etat de droit, pluralisme politique, séparation des pouvoirs, élections libres, respect des droits des personnes appartenant aux minorités nationales, création d'une économie de marché efficiente et durable et qui soit compatible avec les principes, les réglementations, les mécanismes, les institutions et les politiques de l'Union Européenne.

L'objectif stratégique national de l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne représente un point central des convergences et des solidarités des forces politiques et sociales du pays, une chance historique de promouvoir, par une large ouverture

fundamentale ale poporului român, identitatea și tradițiile sale, într-o largă deschidere internațională, posibilitatea ca prin eforturi proprii, susținute de o amplă cooperare, să poată fi atenuate și eliminate în timp decalajele față de țările avansate, să se realizeze modernizarea României, în pas cu exigențele tranziției la societatea informatică și crearea, pe această bază, a condițiilor pentru ridicarea nivelului de trai și a calității vieții tuturor cetățenilor României.

Semnatarii susțin concluzia Comisiei conform căreia, prin eforturi perseverente, există premise ca la orizontul anului 2000, alături de alte țări asociate, România să dispună de capacitatea de a îndeplini condițiile esențiale de aderare.

Semnatarii Declarației apreciază spiritul în care a avut loc elaborarea strategiei și a lucrărilor de fundamentare a acesteia, confruntarea pe deplin liberă de opinii, într-un climat de dezbateri constructiv, de înaltă rigoare științifică, ceea ce a permis ca prin dialog să fie cultivată convingerea că renașterea României, redresarea ei generală se decid acum.

Acest spirit se cere a fi promovat în continuare, în vederea instaurării unui climat de realism politic, de solidaritate activă, care să orienteze

internationale, les idéaux et les intérêts fondamentaux du peuple roumain, son identité et ses traditions, une opportunité à saisir pour diminuer et éliminer - à partir de nos propres efforts et par une large coopération, les décalages vis-à-vis des pays avancés, d'entreprendre la modernisation de la Roumanie, en accord avec les exigences de la transition à la société de l'information et de créer, sur cette base, les conditions nécessaires pour l'accroissement du niveau et de la qualité de la vie pour tous les citoyens de la Roumanie.

Les signataires font leur la conclusion de la Commission qui veut que, par des efforts persévérants, la Roumanie, de pair avec d'autres pays associés soit à même de réunir vers l'an 2000, les conditions essentielles requises par l'adhésion.

Les signataires de la Déclaration se félicitent de l'esprit qui a présidé à l'élaboration de la stratégie et des études préparatoires, notamment la confrontation tout à fait libre des opinions, le climat constructif des débats, et leur rigueur scientifique, ce qui a permis de cultiver, par le dialogue, la conviction que le sort de la renaissance de la Roumanie, de son redressement général se joue à présent.

Ils appellent de leur vœux la préservation de cet esprit, afin d'établir un climat de réalisme politique, de solidarité active, qui puisse imprimer à

confruntarea de opinii în sens constructiv, în slujba interesului național, a destinului României în lumea contemporană.

PREȘEDINTELE ROMÂNIEI

I. I. I.
Ion Iliescu

PREȘEDINTELE SENATEI

O. G.
Oliviu Gherman

PARTIDUL DEMOCRAȚIEI SOCIALE
DIN ROMÂNIA

O. G.
Oliviu Gherman

A. N.
Adrian Năstase

PARTIDUL NAȚIONAL ȚĂRĂNESC
CREȘTIN - DEMOCRAT

G. T.
Gabriel Tepelea

UNIUNEA DEMOCRATĂ A
MAGHIARILOR DIN ROMÂNIA

B. M.
Bela Marko

PARTIDUL ALIANȚEI CIVICE

N. M.
Nicolae Manolescu

PARTIDUL LIBERAL '93

H. R.
Horia Rusu

PARTIDUL NAȚIONAL LIBERAL-
CONVENȚIA DEMOCRATICĂ

N. C.
Nicolae Cervei

PARTIDUL ECOLOGIST ROMÂN

Otto Weber
O. W.

PRIMUL MINISTRU

N. V.
Nicolae Văcăroiu

PREȘEDINTELE CAMEREI
DEPUTAȚILOR

A. N.
Adrian Năstase

PARTIDUL DEMOCRAT (P.S.N.)

P. R.
Petre Roman

PARTIDUL UNITĂȚII NAȚIONALE
ROMÂNE

G. F.
Gheorghe Funar

PARTIDUL ROMÂNIA MARE

V. T.
Corneliu Vadim Tudor

PARTIDUL SOCIALIST AL MUNCII

I. V.
Ilie Verdeț

PARTIDUL SOCIAL DEMOCRAT
ROMÂN

S. C.
Sergiu Căneșcu

PARTIDUL DEMOCRAT AGRAR DIN
ROMÂNIA

Victor Surdu

PREȘEDINTELE COMISIEI PENTRU
ELABORAREA STRATEGIEI
NAȚIONALE DE PREGĂTIRE A
ADERĂRII ROMÂNIEI LA UNIUNEA
EUROPEANĂ

T. P.
Tudorel Păstolache

la confrontation des opinions une direction constructive, au service de l'intérêt national, de l'insertion efficace de la Roumanie dans le monde contemporain.

PRESIDENT DE LA ROUMANIE

Ion Iliescu

PRESIDENT DU SENAT

Oliviu Gherman

**PARTI DE LA DEMOCRATIE
SOCIALE DE ROUMANIE**

Oliviu Gherman

Adrian Năstase

**PARTI NATIONAL PAYSAN
CHRETIEN ET DEMOCRATE**

Gabriel Țepelea

**L'UNION DEMOCRATIQUE DES
HONGROIS DE ROUMANIE**

Bela Marko

PARTI DE L'ALLIANCE CIVIQUE

Nicolae Manolescu

PARTI LIBERAL '93

Horia Rusu

**PARTI NATIONAL LIBERAL
CONVENTION
DEMOCRATIQUE**

Nicolae Cervei

PARTI ECOLOGISTE ROUMAIN

Otto Weber

PREMIER MINISTRE

Nicolae Văcăroiu

**PRESIDENT DE LA CHAMBRE
DES DEPUTES**

Adrian Năstase

PARTI DEMOCRATE (FSN)

Petre Roman

**PARTI DE L'UNITE NATIONALE
ROUMAINE**

Gheorghe Funar

**PARTI DE LA GRANDE
ROUMANIE**

Corneliu Vadim Tudor

PARTI SOCIALISTE DU**TRAVAIL**

Ilie Verdeț

**PARTI SOCIAL-DEMOCRATE
ROUMAIN**

Sergiu Cunescu

**PARTI DEMOCRATE AGRAIRE
DE ROUMANIE**

Victor Surdu

**PRESIDENT DE LA
COMMISSION**

**D'ELABORATION DE LA
STRATEGIE NATIONALE DE
PREPARATION POUR
L'ADHESION DE LA ROUMANIE
A L'UNION EUROPEENNE**
Académicien Tudorel Postolache

Table de matières des travaux de la Commission

Contenu thématique de la stratégie nationale de préparation pour l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne

1. *La corrélation "transition-reforme" et "l'intégration"*
2. *Le point de départ et les objectives d'ensemble*
3. *Les directions d'action*
4. *Le programme d'harmonisation législative pour l'intégration dans le "marché intérieur": les mesures prioritaires*
5. *Les mécanismes à même d'assurer la conformité avec la législation communautaire en la matière des projets de loi.*
6. *L'Etat, les ONG et le citoyen*
7. *Pour un système de gestion amélioré, et plus efficace de l'assistance reçue de la part de L.U.E.*
8. *Le cadre institutionnel. La nécessité d'une permanente adaptation de la stratégie à la dynamique des processus internes, européennes et mondiales.*

Contenu thématique des études préparatoires

1. PROBLÈMES D'ENSEMBLE: ETAT ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE NATIONALE DANS LE CONTEXTE DE LA STRATEGIE D'ADHESION A L'UNION EUROPEENNE

A. Point de départ

I. L'entre-deux-guerres

1. Une économie de marché de type européen
2. L'industrie
3. L'agriculture
4. Les relations économiques extérieures

II. L'économie centralisée de l'après-guerre

1. Structure de la propriété
2. La planification centralisée
3. Rôle de l'Etat
4. Politique d'accumulation
5. L'apparition et l'approfondissement des déséquilibres
6. Taux faibles de productivité et qualité médiocre des produits
7. Politiques financières, monétaires et des prix
8. Le développement retardataire du tertiaire et de l'infrastructure
9. Tendances séculaires de l'évolution économique.

- 9.1. Le développement cyclique de l'économie nationale et les tendances séculaires
- 9.2. L'alternance des phases du cycle long dans l'économie mondiale et nationale
- 9.3. Les taux de croissance de l'économie mondiale et de l'économie roumaine
- 9.4. Le paradoxe de l'économie roumaine

III. Transition à l'économie de marché; état actuel

1. Evolution macroéconomique en 1990-1994
 - 1.1. Produit intérieur brut
 - 1.2. Ressources énergétiques de l'économie nationale
 - 1.3. Dynamiques et changements structurels de l'industrie
 - 1.4. Evolution dans le bâtiment
 - 1.5. Production agricole
 - 1.6. Transport des marchandises et des personnes
 - 1.7. Commerce intérieur et services commerciaux
 - 1.8. Commerce extérieur
 - 1.9. Inflation, cours de change et situation monétaire
 2. Etat social
 3. Calculs de faisabilité (64 domaines)
- B. Point d'arrivée désirable: analyse des options stratégiques
- I. "Société post-industrielle" et "société de l'information"
 - II. Société globale de l'information

-
- III. L'Union Européenne et la société de l'information
 - IV. Infrastructures de l'information
 - V. Options stratégiques et politiques industrielles de développement des infrastructures de l'information en Roumanie
- 2. STRATEGIE D'ADHESION ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**
- I. Spécificité du domaine des technologies de l'information
 - II. Analyse comparative de l'état actuel et des perspectives du domaine des technologies de l'information
 - III. Analyse comparative des politiques dans le domaine des technologies de l'information
 - IV. Tendances des marchés au niveau mondial, européen et national
 - V. Accord Européen d'Association et implications dans le domaine des technologies de l'information
 - VI. Stratégie d'adhésion à l'Union Européenne et le domaine des technologies de l'information
 - 1. Point de départ (l'année 1994)
 - 2. Point d'arrivée désirable
 - 3. Problèmes à résoudre entre les deux points-limite
 - VII. Besoin de financement
 - 1. Evaluation générale
 - 2. Modalité de financement
 - 2.1. L'intervalle 1995-1999
 - 2.2. L'intervalle 2000-2004

2.3. L'évaluation "efforts-effets" du programme prioritaire d'informatisation dans les années 1995-1999

VIII. Conséquences

1. Implications générales dans le domaine des technologies de l'information
2. Coûts spécifiques
3. Avantages comparatives des technologies roumaines de l'information
4. Effets secondaires

IX. Conclusions

3. L'ACCORD EUROPEEN D'ASSOCIATION

- I. Le rapport juridique d'association
- II. Nature juridique de l'association aux Communautés Européennes
- III. Objectifs de l'Union Européenne et l'Accord d'Association
- IV. Accord d'Association et qualité de membre aux pleins droits
- V. La conception générale
- VI. La zone du libre échange
- VII. Circulation des travailleurs. Droit d'établissement et de prestation de services
- VIII. Le dialogue politique
- IX. La coopération dans le domaine de la justice
- X. L'harmonisation de la législation actuelle et future de la Roumanie avec la loi communautaire - condition sine-qua-non de l'intégration

4. L'ACCELERATION DE LA REFORME

- I. Stade de développement et critères d'adhésion

-
- II. Processus de “transition-reforme” et “d'intégration”; clarifications conceptuelles
 - III. Quelques questions fondamentales de la réforme et quelques solutions possibles (tableaux synoptiques commentés)
 - 1. Ecart séculaire de productivité
 - 2. Organisation et fonctionnement du mécanisme socio-économique
 - 3. Investissements
 - 4. Investissement humain
 - 5. Industrie et politique industrielle
 - 6. Agriculture et politiques agricoles
 - 7. Emploi et chômage
 - 8. Petites et moyennes entreprises
 - 9. Développement de la classe moyenne; niveau et qualité de la vie

Addenda

A. Indicateurs-clé de la situation de l'économie roumaine en transition

- I. Dynamique macro-économique
- II. Mécanismes économiques-financiers
 - 1. Structure des recettes et des dépenses budgétaires
 - 2. Masse monétaire et crédit
 - 3. Questions concernant les devises
 - 4. Les prix
- III. Protection sociale et services publics
- IV. Contexte international
 - 1. La Roumanie et les autres pays européens - comparaisons internationales
 - 2. Le trend dans l'économie mondiale

B. Prévisions concernant l'évolution socio-économique en Roumanie en 1996

- I. Introduction
- II. Perspectives de l'économie mondiale en 1995-1996
- III. Tendances et processus macroéconomiques en Roumanie
- IV. Evolution des prix
- V. Réserve en devises; relations économiques extérieures
- VI. Equilibre énergétique
- VII. Industrie
- VIII. Agriculture
- IX. Sylviculture
- X. Protection de l'environnement, des forêts et l'administration des eaux
- XI. Bâtiment
- XII. Transports
- XIII. Communications
- XIV. Tourisme

C. Dynamique de l'économie mondiale et son impact sur l'économie nationale de la Roumanie dans la perspective de l'intégration du pays à l'Union Européenne

- I. Transformations et phénomènes majeurs dans l'économie mondiale. Début d'un nouveau long cycle
- II. La théorie économique, l'expérience nationale et les tendances de l'économie internationale en tant que repères dans le choix stratégique de croissance économique et de développement de la Roumanie

- III. Analyse comparative du comportement des indicateurs-clé dans l'ère économique par rapport à l'ère écologique
- IV. Tendances dans l'intégration du commerce mondial
- V. L'évolution de l'entreprise en 1900-1970, 1971-2000 et prévisions pour 2001-2020
- VI. Ecart économiques et sociaux entre la Roumanie et les pays de l'Union Européenne

D. Considérations de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Roumanie sur la stratégie du développement du pays en 2000-2010

E. La Roumanie en 2020. Considérations de l'Académie Roumaine

5. MUTATIONS DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE. DÉFI ET OPPORTUNITÉS POUR LA ROUMANIE

- I. La croissance dans l'économie mondiale - tendances à long terme, impact sur le développement économique roumain
- II. Globalisation et régionalisation dans l'économie internationale
 - 1. Quelques règles générales de base
 - 2. Globalisation et ses principales formes
- III. Politiques macroéconomiques - nouvelles approches théoriques
 - 1. Stabilisation macroéconomique
 - 1.1. La triade stabilisation macroéconomique-restructuration -privatisation
 - 1.2. Stabilisation macroéconomique dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale

- 1.3. Programme-cadre de stabilisation macroéconomique
- 1.4. Effets des politiques de stabilisation macroéconomique
 - Eléments fondamentaux d'un programme de stabilisation macroéconomique
 - Politiques dans le domaine institutionnel. Ajustements structurels
 - Bref bilan des programmes de stabilisation dans d'autres pays en transition
 - Stabilisation macroéconomique en Roumanie
- 2. Quelques considérations sur la théorie macroéconomique et sur le processus de transition à l'économie de marché
- V. Calculs de faisabilité (31 domaines)
- VI. L'ouverture de la Roumanie vers les Etats Unis de l'Amérique, Canada et la Zone Asie-Pacifique. Les renseignements de M. Pierre Werner concernant le rôle essentiel de la Roumanie pour refaire le "chemin de la soie".

6. DYNAMIQUE DE LA PRIVATISATION

- I. Changements à la dynamique de la privatisation
- II. Transformations socio-économiques macro-structurelles
- III. Petites et moyennes entreprises

7. L'INVENTAIRE DE LA RICHESSE NATIONALE

- I. Problèmes théoriques et méthodologiques générales

- II. L'inventaire de la richesse nationale privatisable
- III. La protection de la richesse nationale. Le défi du thryptique hémorragie interne du revenu national, hémorragie extérieur de la richesse nationale, la corruption

8. ORGANISATION ET GENERALISATION DES MARCHES

- I. Marchés de biens et de services
- II. Marchés financiers
- III. Marché du travail. Rétrospectives et perspectives

9. LA TRANSITION EN TANT QUE PROCESSUS DE CHANGEMENT DU SYSTEME INSTITUTIONNEL

- I. Problèmes de la transformation du système institutionnel
- II. L'Etat dans la période de transition
- III. Les partis politiques: nature, rôle, doctrines
- IV. La société civile

10. POLITIQUES SECTORIELLES. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE

- I. Point de départ: L'analyse comparative de l'état actuel de l'industrie et des politiques industrielles roumaines et des politiques industrielles de l'Union Européenne et des pays membres
 - 1. Etat actuel de l'industrie
 - 2. Potentiel et performances
 - 3. Politiques industrielles de l'Union Européenne

4. Politiques industrielles dans les pays membres de l'Union Européenne
5. Options de politiques industrielles en Roumanie
 - Objectifs de la recherche-développement en vue de la stratégie
 - Perspectives du commerce extérieur
 - Protection de l'environnement
 - a. Zones fortement polluées
 - b. Localités aux poussières en suspension
 - c. Etat des principales stations d'épuration des eaux
 - d. Emplacement des dépôts de déchets industriels
 - e. Evaluation de l'effort financier pour la mise en oeuvre du programme de travaux pour la protection de l'environnement
 - f. Les investissements pour la protection de l'environnement en 1995
 - g. Programme d'harmonisation avec les normes et standards de l'Union Européenne dans le domaine de l'environnement
- II. Tendances prévisibles sur les marchés national, européen et mondial
- III. Implications (opportunités et restrictions) s'ensuivant de l'Accord Européen d'Association et de l'adhésion, objectifs stratégiques pour l'adhésion à l'Union Européenne
- IV. Evaluation des fonds d'investissements nécessaires pour la restructuration et la modernisation sélective de l'industrie

-
- V. Point d'arrivée désirable: L'intégration à l'Union Européenne: avantages, désavantages, coûts
 - 1. Dynamiques de la valeur ajoutée brute et politiques industrielles; scénarios et variantes
 - 2. Options en matière de production industrielle, valorisation des produits et diminution des frais matériaux et d'énergie
 - 3. Dynamique de la production industrielle par secteurs industrielles: estimations
 - 4. Implications et effets

11. POLITIQUES DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET THERMIQUE

- I. Point de départ: Analyse comparative des politiques énergétiques au niveau de l'Union Européenne et en Roumanie
- II. Tendances prévisibles sur les marchés national, européen et mondial
- III. Implications de l'Accord d'Association
- IV. Evaluation des fonds nécessaires aux programmes concrets de financement
- V. Point d'arrivée désirable: L'intégration à l'Union Européenne: avantages, désavantages, coûts

12. POLITIQUE AGRICOLE

- I. Coordonnés de la politique agricole
 - 1. Objectifs de politique agricole roumaine dans la perspective de l'intégration européenne du pays
 - 2. Actions et mesures visant à assurer la compétitivité de l'agriculture roumaine

3. Emploi des instruments prévus par l'Accord d'Association de la Roumanie et de l'Acte final de la ronde Uruguay pour la mise en oeuvre de la politique agricole
- II. Contexte macroéconomique et tendances dans le développement agricole à moyen et long terme
 1. Point de départ: développement de l'agriculture en 1989-1994
 2. Point d'arrivée désirable: mesures visant à réduire l'écart entre l'agriculture roumaine et celle des pays de l'Union Européenne
 - une nouvelle structure de la propriété: le renforcement du secteur privé;
 - une nouvelle structure des exploitations agricoles
 - l'ajustement structurel de la production agricole; scénarios de structure et des niveaux de la production agricole et de son utilisation en 2000-2004
- III. Recherche scientifique et technologique et enseignement agricole
- IV. Mécanismes économiques-financiers
- V. Garantir un développement rural durable et un niveau de vie équitable pour les agriculteurs
- VI. Les objectifs pour les années 1996-1999 et jusqu'en 2004 - analyse comparative entre l'agriculture de Roumanie et l'agriculture de l'Union Européenne
- VII. Préparation à l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne et impact sur l'agriculture du pays: avantages, désavantages, coûts

-
1. Les objectifs et conditions préalables
 2. Mesures visant la mise en place du système des relations avec l'Union Européenne concernant l'agriculture
 - 2.1. Au niveau macro et structurel sectoriel
 - 2.1.1. Harmonisation des politiques et instruments financiers et fiscaux avec les normes pertinentes, de la législation européenne
 - 2.1.2. L'élaboration et la mise en oeuvre des programmes sectoriels visant à l'assimilation de nouvelles technologies et à l'harmonisation avec les standards communautaires, de qualité et les performances des produits agricoles
 - 2.1.3. Restructurations sectorielles
 - 2.1.4. Programmes sectorielles pour la modernisation technologique de la production agricole et de l'industrie alimentaire afin de réduire la consommation d'énergie, d'améliorer les rendements des équipements et de diminuer les effets écologiques négatifs
 - 2.1.5. La mise en place du réseau national informatique destiné à fournir des données statistiques aux organismes de décision, nationaux, communautaires et à d'autres institutions intéressées
 - 2.1.6. Harmonisation de la politique de subvention à l'agriculture, aux

critères acceptés et dérogations admises dans le cadre de l'Union Européenne

- 2.1.7. Préparation du cadre institutionnel et légal pour valoriser les opportunités et les résultats de la coopération avec l'Union Européenne, dans le domaine de la recherche scientifique
- 2.2. Dans le domaine des relations commerciales
 - 2.2.1. Elaboration des stratégies par produits et groupes de produits, des programmes de stimulation des exportations, en égard aux dispositions de l'Accord d'Association
 - Eviter les fluctuations du niveau des tarifs douaniers
 - Harmoniser les réglementations commerciales et douanières roumaines avec les prévisions des actes juridiques auxquelles la Roumanie est partie
- 2.3. Dans le domaine institutionnel et juridique
 - 2.3.1. Harmonisation de la législation en vue de l'accès au marché unique; notamment en matière sanitaire-vétérinaire, phytosanitaire et de standards et normes de qualité

- 2.3.2. Mise en place d'un système de formation universitaire et post-universitaire pour les spécialistes dans le domaine de l'intégration européenne
- 2.3.3. Mise en place des associations des producteurs au niveau des branches, en vue du dialogue avec les autorités publiques et du partenariat avec les associations similaires de l'Union Européenne

13. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE LA ZONE DE MONTAGNE DANS LA PERSPECTIVE DE L'ADHESION A L'UNION EUROPEENNE

- I. Point de départ: Considérations générales sur la zone de montagne
- II. Point d'arrivée désirable: Objectifs stratégiques pour le développement de la zone de montagne dans les années 1995-2004
 - 1. Cadre institutionnel, d'organisation et législatif
 - 2. Implications de l'adhésion à l'Union Européenne pour la zone de montagne de Roumanie
 - 3. Implications pour les branches connexes
 - 3.1. Coûts de participation de la zone de montagne de Roumanie à l'intégration européenne du pays
 - 3.2. Effets secondaires possibles dans le processus de préparation du programme d'intégration

3.3. Incompatibilités, contradictions, solutions anticipatives

Addenda

Indicateurs de base du développement de la zone de montagne dans les années 1995-2004

III. Etudes, recherches et projets pour la préparation d'une stratégie de développement de la zone de montagne

1. Etudes pour délimitation plus appropriée de la zone de montagne
2. Etudes concernant les forêts
3. Agrotourisme
4. Activité législative
5. Coopération internationale

IV. Etat actuel et perspectives des zones de montagne en Europe

V. Tendances prévisibles au niveau mondial, européen et national

14. LES TRANSPORTS DANS LA PERSPECTIVE DE L'ADHESION A L'UNION EUROPEENNE

I. Politiques, actions et mesures pour assimiler "l'acquis communautaire" dans le domaine des transports

1. Point de départ: analyse comparative de l'état actuel
2. Tendances prévisibles sur les marchés national, européen et mondial concernant les services de transport

-
3. Implications de l'Accord Européen d'Association et des objectifs stratégiques de l'Union Européenne
 4. Evaluation des objectifs stratégiques et des projets prioritaires
 5. Intégration européenne dans le domaine des transports: avantages, désavantages, coûts
 6. Objectifs stratégiques spécifiques
- II. Les transports dans la perspective de l'intégration
1. Analyse de l'état actuel
 2. Perspectives dans le domaine des transports
 - 2.1. Intégration des transports roumains au système européen des transports. Actions par étapes:
 - 2.1.1. Etape I:
 - harmonisation avec les principes et les politiques générales des transports de l'Union Européenne
 - actions en vue de l'adhésion aux accords et conventions internationaux de transports
 - autres accords et conventions internationaux
 - inclusion de quatre couloirs plurimodaux dans les couloirs transeuropéens (G-24)
 - les nouveaux couloirs routiers et leur inclusion dans les réseaux TER et TEM développés sous les auspices des CEE-ONU

- les nouveaux couloirs de chemin de fer et leur inclusion dans les réseaux européens de trains de grande vitesse
- mise au point d'un programme de modernisation par étapes des ports Constanța, Constanța Sud, Brăila, Giurgiu et Drobeta-Turnu Severin
- mise au point d'un programme de modernisation par étapes des zones libres
- mise au point d'un programme de modernisation par étapes des transports aériens
- mise au point d'un programme de réhabilitation et diversification des services dans le domaine du transport ferroviaire

2.1.2. Etape II:

- mesures visant à la mise en place des stipulations de l'Accord CEE-Roumanie

2.1.3. Etape III:

- achèvement du Programme de réhabilitation des routes et démarrage des travaux prévus dans la première étape du programme respectif
- achèvement du réseau d'auto-routes prévues dans la première étape du Programme d'auto-routes

- achèvement du Programme de réhabilitation, aménagement et signalisation du Danube et des ports fluviaux, pour les années 1995-2000

15. LE SECTEUR DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

- I. Politique générale visant à l'assimilation des normes, pratiques et standards communautaires dans le domaine de postes et télécommunications
 1. Etat actuel et perspectives dans l'Union Européenne
 2. Implications pour la Roumanie de l'Accord d'Association et des objectifs stratégiques de l'Union Européenne
 3. Avantages et désavantages de l'intégration
- II. Restructuration du secteur des postes et télécommunications
 1. Réformes intérieures
 2. Objectifs stratégiques
- III. Point de départ et le point d'arrivée désirable
 1. Etat actuel
 2. Perspectives du développement; principaux objectifs du développement du secteur des postes et télécommunications jusqu'en 2000
 3. Intégration aux réseaux transeuropéens
 4. Evaluation des effets et des fonds nécessaires à la mise en place dans le secteur des postes et des télécommunications du programme de préparation pour l'adhésion à l'Union Européenne
 5. Conséquences sur le plan social

- IV. Aspects spécifiques dans la période d'association et dans la perspective de l'intégration
 - 1. Le rôle dual des télécommunications
 - 2. La transition vers la société de l'information

16. LE SECTEUR DU BATIMENT

- I. Le secteur du bâtiment dans l'Union Européenne
 - 1. Structure et caractéristiques générales
 - 2. Evolutions récentes
 - 3. Emploi
 - 4. Technologie et recherche
 - 5. Environnement
 - 6. Scénarios de l'évolution de la demande
- II. Modernisation des infrastructures et développement de logement en Roumanie
 - 1. Infrastructure énergétique
 - 2. Infrastructure des transports
 - 3. Infrastructure des communications
 - 4. Infrastructure des eaux et la protection de l'environnement
 - 5. Infrastructure des hydroaméliorations et des améliorations foncières
 - 6. Construction des logements
 - 7. Infrastructure technique-édilitaire des localités

17. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

ELEMENTS DE STRATEGIE

- I. Point de départ: l'état actuel
 - 1. La recherche-développement et sa place dans l'économie nationale
 - 2. Structure actuelle du système de recherche-développement

-
3. Résultats obtenus
 - II. Tendances de la recherche et prévisions scientifiques mondiales
 1. Marché de la recherche
 2. Typologie des modèles de développement macroéconomique et social
 - III. Opportunités et restrictions liées à l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne
 1. Domaines à forte intensité d'innovation
 2. Stipulations du Programme-cadre IV des pays communautaires
 - IV. Objectifs stratégiques de la restructuration de l'activité de recherche-développement
 1. Un modèle de développement basé sur l'innovation
 2. Transformations des composantes du système de recherche-développement
 3. Directions prioritaires dans l'activité de recherche-développement
 - V. Politiques, étapes et actions de restructuration de l'activité de recherche-développement
 1. Politiques et étapes
 2. Processus de réforme
 3. La recherche-développement dans la réforme
 4. Articulation des structures nationales aux structures européennes de recherche-développement
 - VI. Ressources nécessaires pour mettre en place le programme de réforme dans le domaine de recherche-développement

1. Ecart entre ressources et besoins de financement en matière de recherche-développement
 2. Le système-cadre de financement
- VII. Point d'arrivée désirable: intégration de la R + D
1. Les avantages de l'intégration
 - 1.1. Construction d'un système compétitif en matière de recherche-développement
 - 1.2. Un rôle accru de la recherche au développement et à la consolidation de l'économie nationale
 - 1.3. Opportunités à l'échelle mondiale pour la R + D nationale
 - 1.4. L'intégration au circuit scientifique international
 2. Restrictions et contradictions
- VIII. Stratégie de réforme de la recherche scientifique dans le cadre de l'Académie Roumaine

18. STRATEGIES EN MATIERE DE COMMERCE

A. Commerce extérieur

- I. Aperçu général de l'évolution du commerce extérieur
- II. Objectifs du commerce extérieur de Roumanie dans les années 1996-2000 et à l'horizon de 2005
 1. Changement du mécanisme de commerce dans le processus de la réforme et d'harmonisation avec l'acquis communautaire de GATT/OMC
 2. Objectifs liés à la qualité de membre de l'Organisation Mondiale du Commerce

B. Commerce intérieur

-
- I. Aperçu général de l'évolution du commerce intérieur en 1990-1994
 - II. Tendances sur le plan international
 1. Commerce en détail
 2. Commerce en gros
 - III. Stratégie du développement du commerce intérieur de Roumanie dans la perspective de l'adhésion à l'Union Européenne

19. FINANCES PUBLIQUES ET FISCALITE

- I. Point de départ: situation financière de Roumanie à la fin de 1994
- II. Objectifs dans la préparation de l'adhésion à l'Union Européenne
 - Adaptation des instruments, des méthodes et de la législation financière aux exigences des mécanismes du marché unique et de l'Union Economique et Monétaire
 - Relations avec les organismes financiers internationaux, notamment avec le Fonds Monétaire International: incidence sur la stratégie à long terme de la réforme
 - Projections des dépenses publiques nécessaires à la mise en place des objectifs économiques, sociaux et d'autre nature, dans les années 1995-1999 et 2000-2004
- III. Harmonisation avec "l'acquis communautaire" en matière de services financiers
 1. Les institutions de crédit
 2. Le secteur des valeurs mobilières
 3. Assurances

**20. STANDARDS SOCIAUX ET PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT. TRAVAIL ET
PROTECTION SOCIALE**

**I. Stratégie de réforme dans le domaine du travail
et de la protection sociale**

1. Ressources de main d'oeuvre et besoins de formation
2. L'emploi et ses défis
3. Une protection sociale différenciée

II. Le système et ses éléments

III. L'emploi et ses défis

1. Construire un marché du travail

- 1.1. Le partenariat patronat-syndicats
- 1.2. Le système des droits et obligations salariales

1.3. Une autre vision de la législation du travail

- Réforme et salaires
- Pour une politique libéralisée des salaires
- Flexibiliser la politique des salaires
- Protection et sécurité du travail
- Stratégie à long terme de la protection du travail
- Harmonisation avec les Directives des CEE et les pratiques européennes
- Développement institutionnel

2. Dialogue social. Tripartitisme. Conseil Economique et Social.

IV. La protection sociale

21. "LE MODELE" DEMOGRAPHIQUE DE LA ROUMANIE

- I. Structure démographique de la population de la Roumanie et changements dans l'après guerre
- II. Evolutions démographiques récentes
 - Migration interne
 - Migration internationale
- III. Projection de la population de la Roumanie pour les années 1995-2000
 1. Tendances démographiques récentes
 2. Evolutions prévisibles pour les années 1995-2020
 - Trois variantes (minimale, moyenne, maximale)

22. LE SYSTEME DE PROTECTION DE LA SANTE

- I. Point de départ: L'état de la santé publique et de la gestion sanitaire dans les cinq dernières années
 1. Santé publique
 - 1.1. Indicateurs synthétiques de la santé
 - 1.1.1. Espoir de vie à la naissance
 - 1.1.2. Mortalité infantile
 - 1.1.3. Indicateurs du développement physique des enfants et adolescents
 - 1.2. Caractéristiques principales de l'état de santé
 - 1.2.1. Structure de la population par groupes d'âge
 - 1.2.2. Natalité
 - 1.2.3. Mortalité
 - 1.2.4. Accroissement naturel de la population

- 1.2.5. Mortalité infantile
- 1.2.6. Mortalité maternelle
- 1.3. Maladies constituant des problèmes majeurs de santé
- 1.4. Les problèmes de santé par certaines groupes de population
- 1.5. Le mode de vie
- 2. Gestion du système sanitaire
- II. Tendances prévisibles à l'échelle internationale
- III. Point d'arrivée désirable: Objectifs généraux et modalités de les atteindre
- IV. Evaluation des investissements nécessaires
- V. Implications pour les branches connexes
- VI. Coûts économiques, financiers, sociaux et écologiques
- VII. Possibles effets "secondaires" du processus de l'intégration et modalités de prévention
- VIII. Quelques objectifs et actions particuliers pour les années 2000-2004 et dans le domaine de la santé infantile: "Le laboratoire pour l'hygiène des enfants et des jeunes"; "Le centre de calcul et statistique médicale".

23. PROTECTION DES CONSOMMATEURS

- I. Etat actuel à l'échelle nationale
- II. Etat actuel à l'échelle européenne
- III. Tendances prévisibles au niveau national, européen et mondial
- IV. Objectifs et modalités de les atteindre
 - 1. Objectifs pour les années 1995-1999
 - 2. Objectifs pour les années 2000-2004
 - Le cadre législatif et institutionnel
 - Organismes non-gouvernementaux

V. Evaluation des investissements nécessaires
par sources de financement

24. ENSEIGNEMENT

I. L'enseignement en Roumanie dans la perspective de l'intégration à l'Union Européenne

1. Restructuration du système d'enseignement
2. Objectifs de la réforme dans l'enseignement
3. Quelques problèmes spécifiques
 - Promouvoir les standards et valeurs européennes
 - Assimiler les connaissances sur les droits et les devoirs du citoyen européen
 - Moderniser la démarche pédagogique du point de vue objectifs, programmes, stratégies didactiques, structures et cadre normatif
 - Stimuler l'apprentissage des langues étrangères, à partir de l'enseignement primaire

II. Directions d'action pour restructurer l'enseignement dans les années 1995-2004

- Adaptation du cadre législatif
- Développement des programmes spécifiques de réforme

III. Formation et perfectionnement des cadres impliqués dans l'intégration

- Types de formation et étendue du programme de formation-perfectionnement

**25. CULTURE ET SOCIETE - PLACE DE LA
CULTURE DANS LA STRATEGIE DU
DEVELOPPEMENT DE LA ROUMANIE ET DE
SON INTEGRATION A L'UNION EUROPEENNE**

I. Culture et art

- L'identité nationale dans le contexte de l'intégration européenne et le programme "multilinguisme - multilingage"
- II. Le rapport économie-culture
 1. L'économie, forme de culture
 2. La culture et la spiritualité - facteurs de croissance économique
 3. La spiritualité orthodoxe et l'économie
 4. Influence de la culture traditionnelle sur le développement et le comportement économique
 5. Avantages comparatifs au plan culturel dans le processus d'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne
- III. La culture et la société de l'information
 - Harmonisation avec les standards des pays de l'Union Européenne dans le domaine de l'information
- IV. Dimension culturelle de la recherche - développement
 - L'intégration de la Roumanie aux flux technologiques internationaux
- V. Rapport entre religion et culture en Roumanie
 1. La religion chrétienne - partie constitutive de la culture roumaine
 2. La synthèse et le dialogue - dimensions de la spiritualité roumaine
 3. L'ouverture oecuménique
 4. L'intégration européenne entre le complexe d'isolement et la crainte de l'absorption: chances à saisir
- VI. Culture, enseignement et éducation: évaluation des priorités et des urgences

- Réforme de l'enseignement préuniversitaire et universitaire
- Besoin de coordination et d'une vision unitaire à long terme

26. L'ORTHODOXIE ET L'INTEGRATION

EUROPEENNE

- I. Théologie chrétienne orientale et théologie occidentale
- II. Rôle de la religion dans la vie publique
- III. La chrétienté des Roumains en tant que synthèse entre les cultures de l'Occident et de l'Orient
- IV. Conclusions principales
 1. L'orthodoxie favorise l'intégration européenne
 2. Opposition et conciliation de l'accumulation et de la charité
 3. Logique orthodoxe et vocation à l'harmonisation des contraires
- V. Les cultes en Roumanie et l'intégration européenne

27. SPORTS ET JEUNESSE

- I. Point de départ: Bref bilan
- II. Stratégies en matière des sports
- III. Stratégies en matière des jeunes
 - Programmes et sousprogrammes spécifiques
 - Modalités de mise en oeuvre, coûts et effets escomptés

28. STRATEGIE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- I. Considérations générales
- II. Point de départ: Bilan à la fin de 1989 et pour les années 1990-1994
- III. Objectifs dans la perspective de l'adhésion à l'Union Européenne
- IV. L'harmonisation avec l'acquis communautaire
- V. Fonds d'investissements nécessaires pour mettre en oeuvre les programmes de protection de l'environnement; actions prévues
- VI. Avantages et contraintes
- VII. Mesures de première étape

29. DEVELOPPEMENT DURABLE ET POLITIQUES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA ROUMANIE

- I. Concepts et prémisses
- II. II. Facteurs favorables
- III. Facteurs restrictifs
- IV. Scénarios possibles
- V. Critères de sélection des scénarios
- VI. Analyse approfondie du scénario choisi pour la politique de l'environnement. Cadre institutionnel

30. LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT EN MATIERE DE STANDARDISATION

- I. Point de départ: L'état de la standardisation au niveau national

- Au 31.12.1989
- Au 31.12.1994
- II. L'état actuel au niveau européen et mondial
- III. Tendances prévisibles dans l'organisation de la standardisation
 - Au niveau national
 - Au niveau mondial et européen
- IV. Objectifs et mesures
 - Pour les années 1995-1999
 - Pour les années 2000-2004
- V. Investissements nécessaires
- VI. Implications pour les branches connexes
- VII. Possibles effets "secondaires"
- VIII. Restrictions, contradictions et modalités de prévention

31. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, URMANISME ET TRAVAUX PUBLICS

- I. Point de départ: L'état actuel - évaluation
 - 1. Aménagement du territoire et urbanisme
 - 1.1. Développement de l'infrastructure de communications
 - 1.2. Administration rationnelle des ressources d'eau
 - 1.3. Patrimoine naturel et construit du pays
 - 1.4. Développement du réseau des localités du pays
 - 2. Travaux publics
 - 2.1. Infrastructure technique-édilitaire des localités
 - 2.2. Hydroaméliorations et améliorations foncières
 - 2.3. Infrastructure énergétique
 - 2.4. Infrastructure des transports

- 2.5. Infrastructure des communications
- 2.6. Administration des eaux et protection de l'environnement
- 3. Problèmes des logements
 - 3.1. Construction de logements
 - 3.2. Investissements
 - 3.3. Privatisation
 - 3.4. Accès de la population aux logements
 - 3.5. Développement du marché intérieur des logements
- II. Analyse comparative de la situation par rapport aux pays communautaires
- III. Tendances prévisibles au niveau européen
 - 1. Aménagement du territoire et urbanisme
 - 2. Travaux publics et de construction
- IV. Objectifs et mesures d'harmonisation avec les standards européens pour les années 1995-1999 et 2000-2004
 - 1. Problèmes d'ensemble
 - 1.1. Directions prioritaires dans l'aménagement du territoire
 - 1.1.1. Voirie
 - 1.1.2. Eaux
 - 1.1.3. Zones protégées, naturelles et bâties
 - 1.2. Restructuration du système des indicateurs statistiques
 - 1.3. Politiques concernant le logement
 - 2. Harmonisation législative
 - 3. Mesures dans le domaine des travaux publics et de l'aménagement du territoire
 - ressources financières nécessaires dans les dix années à venir

32. MICROMOGRAPHIES EN PROFIL**TERRITORIAL**

(Esquisses de stratégies de développement socio-économique des départements et du municipe de Bucarest, en 1999-2004)

- I. Orientations et directions principales
- II. Population et ressources de travail
- III. Industrie
- IV. Agriculture et sylviculture
- V. Infrastructure régionale
- VI. Urbanisation et logements
- VII. Commerce intérieur
- VIII. Education, enseignement, recherche
- IX. Santé
- X. Réussusciter les traditions et développer des projets à vocation internationale
- XI. Valorisation du potentiel touristique
- XII. Protection de l'environnement
- XIII. Administration publique locale
- XIV. L'adhésion à l'UE et objectifs spécifiques en profil territorial

33. AFFAIRES INTERIEURES

- I. Domaines spécifiques
 1. Blanchissement d'argent
 2. Drogues
 3. Vol et commerce illicite de substances radioactives et nucléaires
 4. Filières d'émigration clandestine
 5. Trafic d'êtres humains
 6. Transferts illégaux des véhicules à moteur

- II. Domaines de responsabilité du Ministère de l'Intérieur
 - 1. Rétrospective historique 1929-1947
 - 2. Particularités dans les années 1948-1989
 - 3. Les années 1990-1994
- III. L'état au niveau européen et mondial en matière de lutte contre le crime organisé
 - 1. Trafic des drogues, composante essentielle du crime organisé
 - 2. Vol et trafic des véhicules volés
 - 3. Falsification de l'argent et des cartes de crédit
 - 4. Infractions liées à l'environnement
 - 5. Trafic des personnes et escroquerie en matière de main d'oeuvre
- IV. Objectifs et mesures
 - 1. Objectif stratégique général
 - 2. Objectifs stratégiques d'impact
 - 2.1. Perfectionnement du cadre normatif
 - 2.2. Rationalisation des structures organisationnelles
 - 2.3. Politique de personnel
 - 2.4. Activité financière et logistique
- V. Une nouvelle approche en matière d'organisation et de déroulement des activités spécifiques: assimilation de l'acquis et des standards européens
- VI. Coûts économiques et financiers
- VII. Implications pour les domaines connexes
- VIII. Possibles effets "secondaires"
- IX. Restrictions, possibles incompatibilités et modalités de prévention

34. SECURITE ET DEFENSE NATIONALE

- I. Structures de sécurité et de défense dans les pays membres de l'Union Européenne
- II. Etat actuel de la défense en Roumanie
- III. Stratégie de modernisation de l'armée dans la perspective de l'adhésion à l'Union Européenne
 1. Objectifs du processus de réforme
 - 1.1. Construction d'une armée moderne, compatible du point de vue structurel et fonctionnel avec les armées des pays membres de l'Union Européenne
 - 1.2. Etapes de mise en place des objectifs
 - 1.2.1. Achèvement, à court terme, du processus de création du cadre législatif et structurel spécifique
 - 1.2.2. Continuation, à moyen terme, des programmes d'harmonisation avec les standards de l'OTAN/UEO; l'interopérabilité avec les structures militaires des Etats membres OTAN/UEO; mise en oeuvre des programmes propres de modernisation de la technique de combat et de certaines catégories d'armement
 - 1.2.3. Accès et participation, à long terme, de l'armée roumaine aux structures UEO et OTAN, ainsi qu'aux actions des organismes de sécurité et de défense commune européenne et euro-atlantique
 2. Conception du développement de l'armée dans les années 1995-2004

- 2.1. Une armée performante du point de vue opérationnel
 - Un cadre légal harmonisé avec les normes de défense européenne
 - Elargissement et diversification de la coopération avec les institutions intégrées de l'UEO/OTAN, et avec les armées de leurs Etats membres
- 2.2. Mise en place d'une configuration structurelle, fonctionnelle et d'instruction, de direction et d'actions compatibles avec celle des Etats membres de l'OTAN/UEO
- 2.3. Evolution du processus de réforme structurelle de l'armée
3. Harmonisation conceptuelle et législative
 - 3.1. Identification des différences conceptuelles et législatives, spécifiques à la défense, entre la Roumanie et les pays membres de l'Union Européenne
 - 3.2. Modifications d'ordre doctrinaire et législatif
4. Modernisation de la dotation de l'armée
5. Formation et perfectionnement des cadres et instruction des troupes
- IV. Les relations militaires de l'armée avec les armées des Etats membres de l'UEO
- V. Ressources nécessaires à la mise en oeuvre de la réforme structurelle de l'armée dans les années 1996-2000
- VI. Implications du processus de réforme structurelle et fonctionnelle

35. PROGRAMME D'HARMONISATION LEGISLATIVE

- I. Les quatre libertés
- II. Libre circulation et sécurité des produits industriels
- III. Mesures en matière de concurrence
- IV. Politique sociale et action sociale
- V. Agriculture
 1. Législation en matière vétérinaire et phytosanitaire
 2. Marchés agricoles
- VI. Transports
 1. Transports routiers
 - 1.1. Accès au marché
 - 1.2. Technologie et sécurité
 - 1.3. Harmonisation fiscale
 - 1.4. Harmonisation sociale
 2. Transports par chemin de fer
 3. Transports sur les voies navigables intérieures
 4. Transports maritimes - marché
 5. Sécurité des transports maritimes et protection de l'environnement
 6. Transports aériens
- VII. Audiovisuel
- VIII. Environnement
- IX. Télécommunications
- X. Taxation directe
- XI. Libre circulation des marchandises dans les secteurs non-harmonisés ou partiellement harmonisés
- XII. Acquisitions publiques
- XIII. Les services financiers

- XIV. Données personnelles
- XV. Loi des sociétés
- XVI. Comptabilité
- XVII. Législation civile
- XVIII. Reconnaissance réciproque des qualifications professionnelles
- XIX. Propriété intellectuelle
- XX. Energie
- XXI. Tarifs douaniers et accises
- XXII. Taxation indirecte
- XXIII. Protection des consommateurs

Version française et coordination du projet



Layout: Nicolae LOGIN